

# Jeunesse d'Afrique : Plus instruite, moins embauchée, toujours absente dans les débats politiques et de développement

Dépêche No. 734 d'Afrobarometer | Josephine Appiah-Nyamekye Sanny, Shannon van Wyk-Khosa et Joseph Asunka

## Résumé

Les agendas 2030 des Nations Unies et 2063 de l'Union Africaine soulignent le rôle vital des jeunes comme catalyseurs d'une gouvernance et d'un développement durables et transformateurs en Afrique (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, 2017). Avec une population dont l'âge moyen est d'environ 19 ans, l'Afrique a tout à gagner de sa jeunesse si son énergie et ses compétences sont exploitées efficacement et si elle dispose des moyens et opportunités nécessaires pour contribuer à l'élaboration des politiques publiques et à la prise de décision.

Jusqu'à présent, les jeunes demeurent nettement minoritaires dans les instances formelles de gouvernance et dans le débat politique ; ils sont perçus comme un bloc électoral important mais marginalisés dans les processus décisionnels significatifs (Ayaji, Gukurume, & Bangura, 2022). Comme le fait remarquer Niang (2019), l'Afrique abrite la population la plus jeune du monde et certains de ses dirigeants les plus âgés. Une combinaison d'obstacles juridiques (par exemple, les exigences d'âge et financières pour exercer une charge publique) et de normes sociales compromet systématiquement la participation active des jeunes, en particulier des jeunes femmes, aux décisions relatives aux politiques publiques et au développement. Ce décalage entre les systèmes politiques africains – dominés par des hommes âgés, en particulier au plus haut niveau – et la jeunesse africaine se traduit par une gouvernance et des politiques qui ne répondent pas aux besoins et aux attentes des jeunes.



Les critiques évoquent souvent le manque d'intérêt des jeunes vis-à-vis de la politique, en particulier pour ce qui est des partis politiques et des élections. Cependant, l'explosion de la participation des jeunes à des processus politiques non conventionnels, notamment les mouvements politiques et sociaux en ligne, montre que beaucoup sont en réalité engagés et suggère que leur participation pourrait dépendre de la probabilité qu'ils se fassent entendre et qu'ils contribuent à un changement politique tangible (Van Gyampo & Anyidoho, 2019).

Les résultats des enquêtes du Round 9 d'Afrobarometer soulignent les opinions et expériences des jeunes africains, ainsi que certaines des difficultés qu'ils rencontrent. Sur l'ensemble du continent, le chômage est la principale question politique prioritaire à laquelle les jeunes de 18 à 35 ans souhaitent que leurs gouvernements s'attaquent. Même si les jeunes africains sont plus instruits que leurs aînés, ils sont aussi plus susceptibles d'être au chômage et, dans leur grande majorité, ils attribuent à leurs gouvernements des notes médiocres pour ce qui est de leur performance eu égard à la création d'emplois. Plus généralement, par rapport aux générations plus âgées, les jeunes font moins confiance aux institutions et responsables gouvernementaux et sont plus susceptibles de les considérer corrompus.

Néanmoins, les jeunes africains sont tout aussi attachés à la démocratie et opposés aux alternatives non démocratiques, notamment les régimes militaires, que leurs aînés. Mais les jeunes africains sont particulièrement insatisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays et, dans le cas hypothétique d'abus de pouvoir de la part des dirigeants élus, ils sont plus susceptibles que leurs aînés de tolérer une intervention militaire.

Pour ce qui est de l'engagement politique, la jeunesse africaine est moins impliquée que les générations plus âgées dans les processus conventionnels tels que les élections, l'affiliation à un parti politique et la participation à des rencontres communautaires, mais plus susceptible de participer à des manifestations ou à des mouvements de protestation.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains, relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Cette analyse repose sur 54.436 entretiens dans 39 pays sondés. Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs. Pour les moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

## Résultats clés

### Sur l'éducation et la situation par rapport à l'emploi :

- Les jeunes africains (âgés de 18 à 35 ans) sont plus instruits que leurs aînés : Presque deux tiers (64%) des jeunes ont au moins fait des études secondaires, contre 35% des personnes âgées de 56 ans et plus.
- Mais ils sont plus susceptibles que leurs aînés d'être sans emploi et à la recherche d'un travail.

### En ce qui concerne les priorités politiques :

- Le chômage arrive en tête des problèmes les plus importants auxquels les jeunes africains souhaitent que leur gouvernement s'attaque, devant la gestion de l'économie et la santé.
- En moyenne à travers 39 pays, seulement deux jeunes sur 10 (19%) déclarent que leur gouvernement est performant en matière de création d'emplois.

### En ce qui concerne l'orientation et l'économie de leur pays :

- Deux tiers environ des jeunes estiment que leur pays évolue dans « la mauvaise direction » (66%) et que sa situation économique est « plutôt mauvaise » ou « très mauvaise » (64%).

### Sur les attitudes vis-à-vis de la démocratie et des dirigeants :

- Comme leurs aînés, les jeunes africains soutiennent la démocratie (64%) et rejettent les alternatives autoritaires comme le régime fondé sur un seul homme (80%), le régime de parti unique (78%) et le régime militaire (65%).
- Cependant, six jeunes sur 10 (60%) ne sont pas satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays.
- Les jeunes africains sont plus susceptibles que leurs aînés de considérer les institutions et les dirigeants gouvernementaux corrompus et de ne pas leur faire confiance.
- Les jeunes sont également plus ouverts à tolérer une prise de pouvoir par l'armée si les dirigeants élus abusent de leur pouvoir (56% chez les 18-35 ans contre 47% chez les 56 ans et plus).

### En ce qui concerne l'engagement politique :

- Les jeunes sont moins susceptibles que les citoyens plus âgés de voter aux élections, de se réclamer d'un parti politique, d'assister à une rencontre communautaire, de se joindre à d'autres personnes pour évoquer un problème et de prendre contact avec un dirigeant local.
- Parmi les jeunes, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à s'impliquer dans les processus politiques.

## Éducation et situation par rapport à l'emploi

Une éducation de qualité compte parmi les principaux objectifs de l'Agenda 2063 (Union Africaine, 2023) ainsi que des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies (Objectif 4). Bien que le continent ait réalisé des progrès modestes dans certaines dimensions de l'éducation au cours de la dernière décennie, notamment en ce qui concerne les taux d'accès et de décrochage (UNICEF & Commission de l'Union Africaine, 2021), il reste à la traîne par rapport à d'autres régions du monde pour de nombreux indicateurs (Klapper & Panchamia, 2023).

Ces progrès modestes pourraient avoir contribué à l'amélioration du niveau d'instruction sur le continent : Le dernier round d'enquêtes Afrobarometer révèle que les jeunes africains sont, en moyenne, plus instruits que leurs aînés. Dans les 39 pays sondés en 2021/2023, presque deux tiers (64%) des répondants âgés de 18 à 35 ans ont au moins suivi des études secondaires, contre 52%, 44% et 35% pour les générations progressivement plus âgées (Figure 1).<sup>1</sup> Un jeune adulte sur huit (13%) déclarent ne pas avoir reçu d'éducation formelle, comparé à 30% chez les personnes âgées de plus de 55 ans.

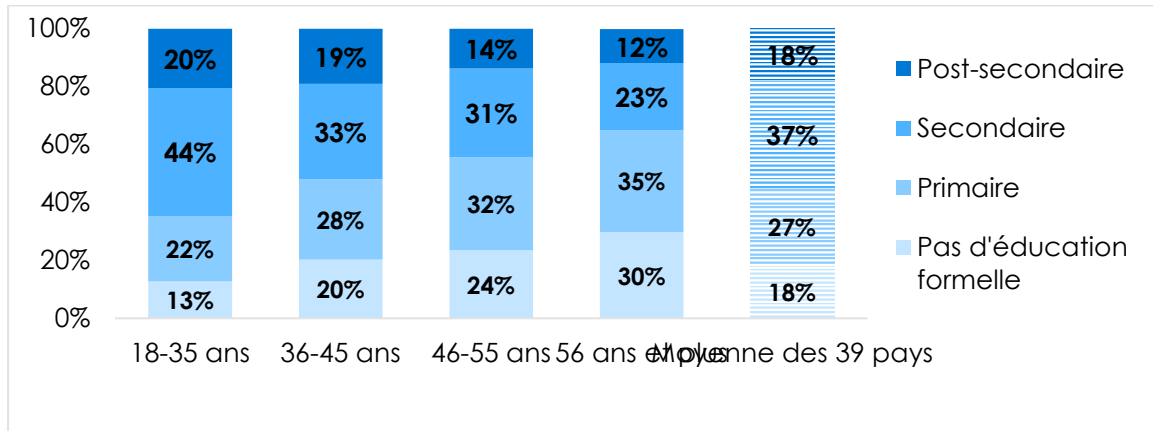
Bien que plus instruits, les jeunes africains sont moins susceptibles d'avoir un emploi que leurs aînés. En moyenne, quatre jeunes adultes sur 10 (40%) sont au chômage et à la recherche d'un emploi, une proportion nettement plus élevée que chez les personnes d'âge moyen (24%-31%) et les citoyens plus âgés (15%) (Figure 2).

En outre, un tiers (32%) des jeunes adultes déclarent ne pas avoir d'emploi et ne pas en chercher, dont 11% d'étudiants (Figure 3).

---

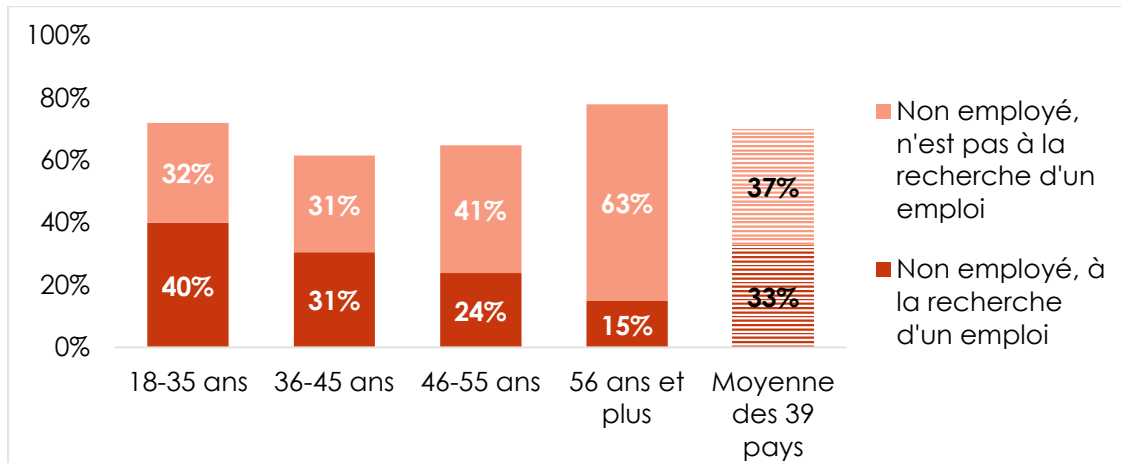
<sup>1</sup> En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies. (Par exemple chez les 46 à 55 ans, 31% « secondaire » et 14% « post-secondaire » somment à 44%).

**Figure 1 : Niveau d'éducation** | par groupe d'âge | 39 pays | 2021/2023



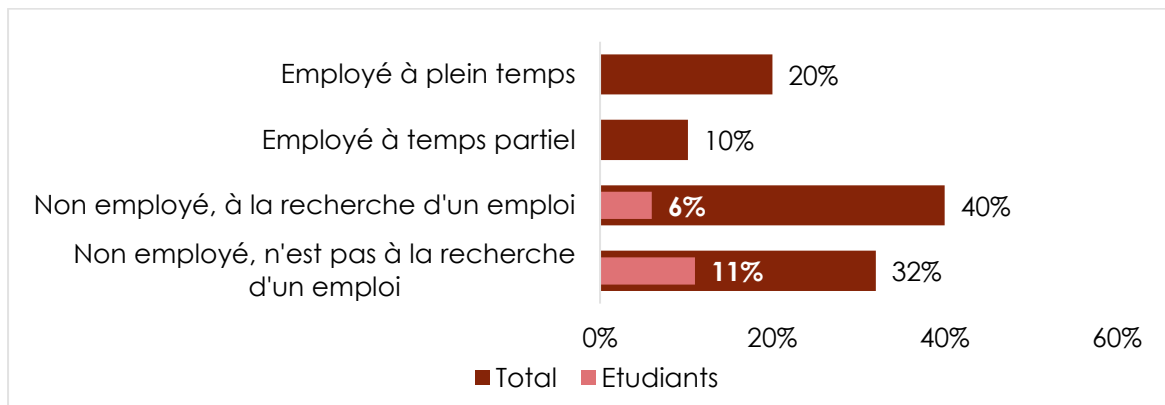
**Question posée aux répondants :** Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

**Figure 2 : Taux de chômage** | par groupe d'âge | 38 pays\* | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Avez-vous un emploi qui rapporte un revenu en espèces ? [Si oui :] Est-ce à temps plein ou à temps partiel ? [Si non :] Êtes-vous actuellement à la recherche d'un emploi ?  
 (\* Des données sur l'emploi ne sont pas disponibles pour Maurice.)

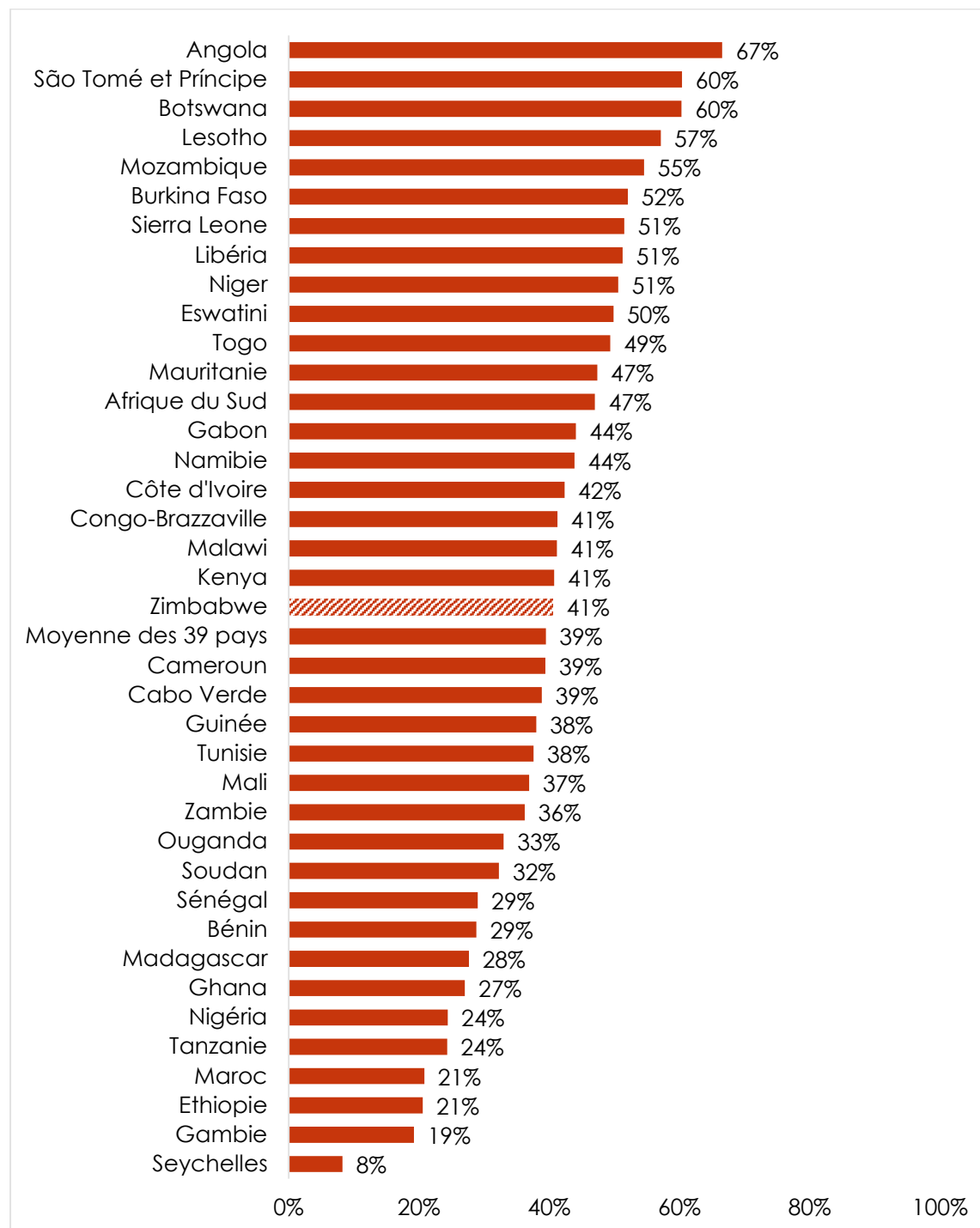
**Figure 3 : Situation d'emploi et statut d'étudiant** | 18-35 ans | 38 pays\* | 2021/2023



**Questions posées aux répondants :** Exercez-vous un travail salarié ? [Si oui :] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel ? [Si non :] Êtes-vous présentement à la recherche d'un emploi ?  
 Quelle est votre activité principale ? (% qui disent « élève/étudiant »)  
 (\* Des données sur l'emploi ne sont pas disponibles pour Maurice.)

Le chômage des jeunes est particulièrement élevé en Angola, à São Tomé et Príncipe et au Botswana, où au moins six jeunes adultes sur 10 déclarent être au chômage et à la recherche d'un emploi (Figure 4). La tendance est tout autre à Maurice (4%) et aux Seychelles (8%), où moins d'un jeune sur 10 est au chômage.

**Figure 4 : Non employé, en quête d'un travail | 18-35 ans | 38 pays\* | 2021/2023**



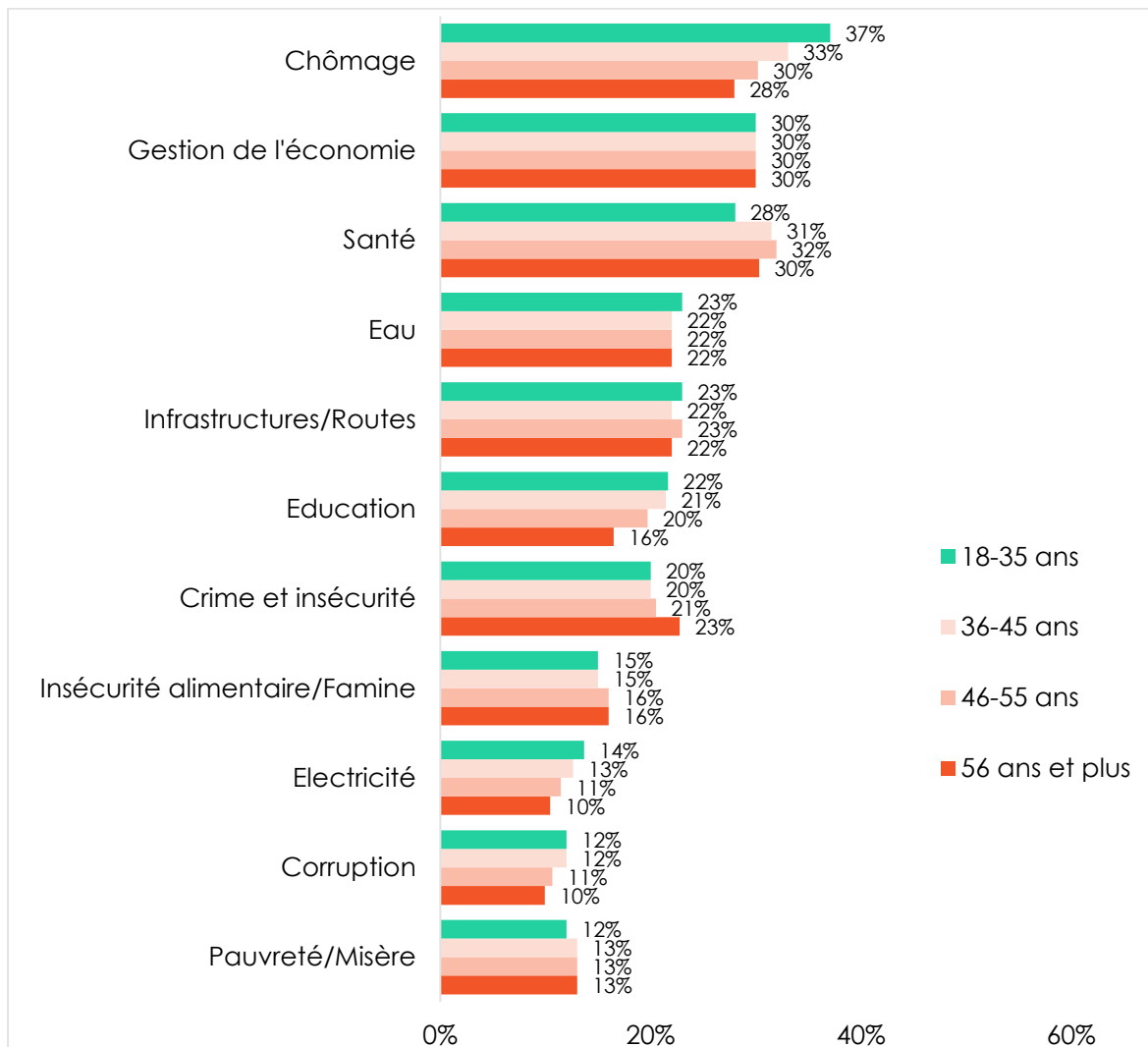
**Questions posées aux répondants :** Avez-vous un emploi qui rapporte un revenu en espèces ? [Si oui :] Est-ce à temps plein ou à temps partiel ? [Si non :] Êtes-vous actuellement à la recherche d'un emploi ? (% des 18-35 ans qui disent « non, à la recherche d'un emploi ») (\* Des données sur l'emploi ne sont pas disponibles pour Maurice.)

## Priorités d'action

Avec autant de jeunes qui luttent pour trouver un emploi, il n'est pas surprenant que le chômage arrive en tête des problèmes les plus importants auxquels les jeunes africains veulent que leur gouvernement s'attaque (mentionné par 37% des répondants âgés de 18 à 35 ans). Le problème connexe de la gestion de l'économie arrive en deuxième position (30%), devant la santé (28%), l'approvisionnement en eau (23%), les infrastructures/routes (23%) et l'éducation (22%) (Figure 5).

Si les jeunes sont plus susceptibles que les catégories plus âgées de considérer le chômage comme le problème le plus important (37% contre 28%-33%), ils partagent des points de vue similaires sur la plupart des autres priorités politiques. Dans toutes les tranches d'âge, la gestion de l'économie en tant que priorité politique a considérablement gagné du terrain par rapport à la moyenne des rounds d'enquête précédents, pour arriver presque à égalité avec le chômage, reléguant la santé à la troisième place. Il se peut que les répercussions de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine soient à l'origine de ce revirement dans les priorités politiques (Sen, 2022).

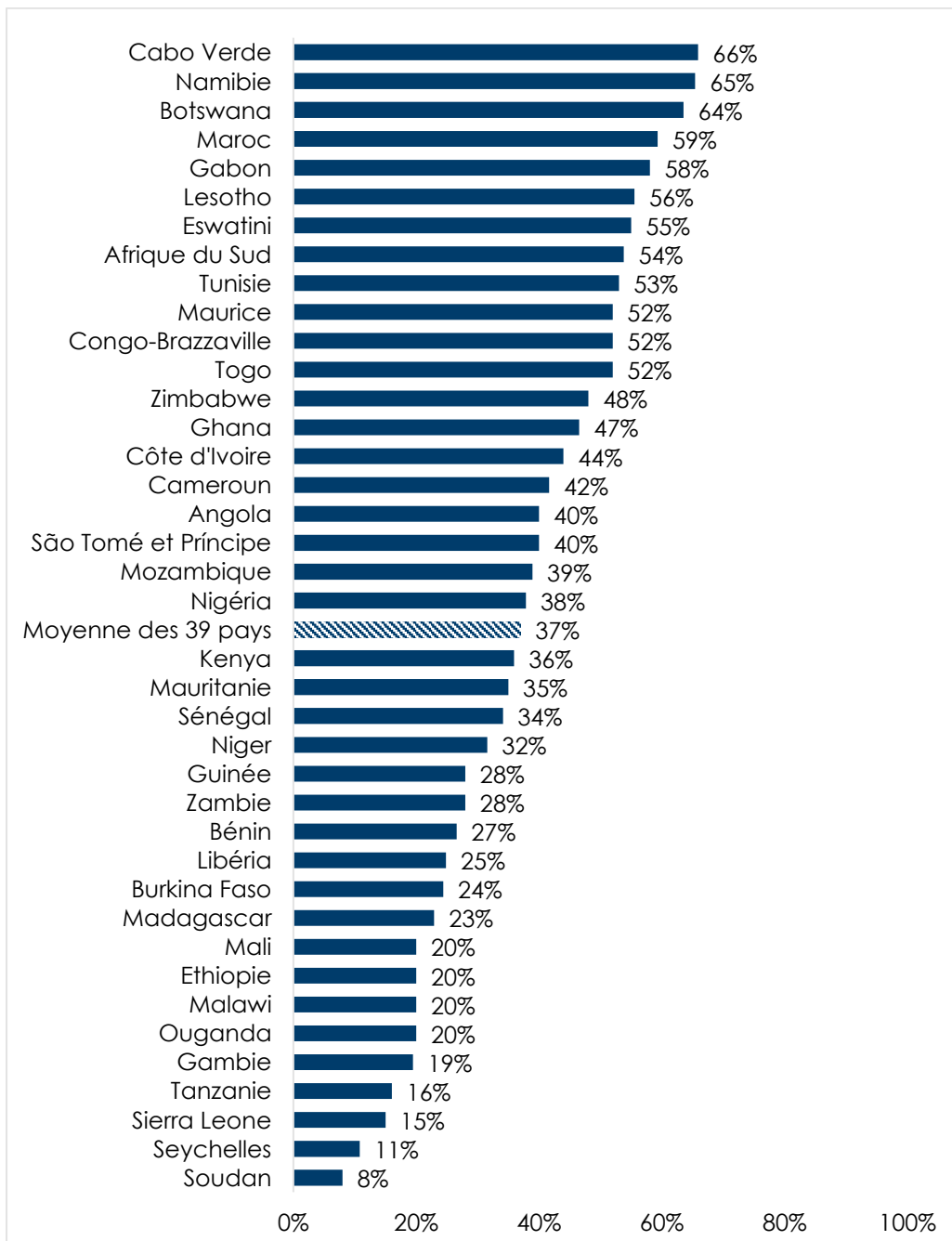
**Figure 5 : Problèmes les plus importants** | par groupe d'âge | 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

Au niveau national, le chômage est une priorité politique majeure pour quelques deux tiers des jeunes adultes au Cabo Verde (66%), en Namibie (65%) et au Botswana (64%) (Figure 6). En revanche, très peu de jeunes répondants au Soudan (8%), aux Seychelles (11%) et en Sierra Leone (15%) placent le chômage en tête de leurs priorités politiques. La gestion de l'économie est la priorité politique la plus importante pour les jeunes au Soudan (70%), en Sierra Leone (50%) et aux Seychelles (43%).

**Figure 6 : Chômage comme problème plus important** | 18-35 ans | 39 pays  
 | 2021/2023

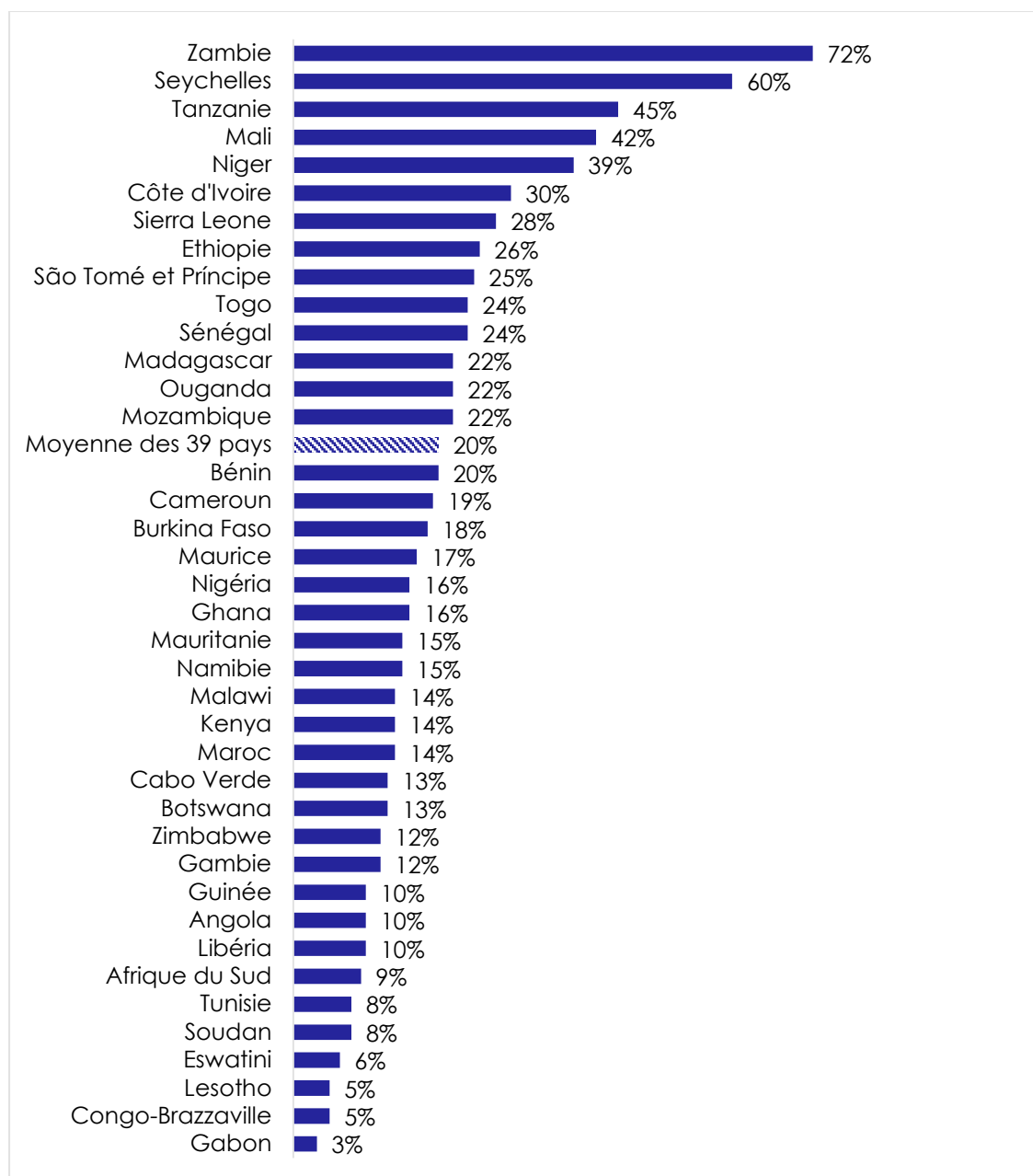


**Question posée aux répondants :** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent le chômage parmi leurs trois priorités.)

## Évaluation de la performance gouvernementale

En ce qui concerne leur principale priorité politique, la plupart des Africains qualifient de médiocre la performance gouvernementale. En moyenne, dans 39 pays, seulement deux citoyens sur 10 (20%) déclarent que leur gouvernement travaille « assez bien » ou « très bien » en matière de création d'emplois (Figure 7). Seuls deux pays – la Zambie (72%) et les Seychelles (60%) – enregistrent une opinion majoritairement favorable, la satisfaction étant très faible au Gabon (3%), au Congo-Brazzaville (5%), au Lesotho (5%) et en Eswatini (6%).

**Figure 7 : Bonnes performances du gouvernement dans la création d'emplois**  
 | 39 pays | 2021/2023

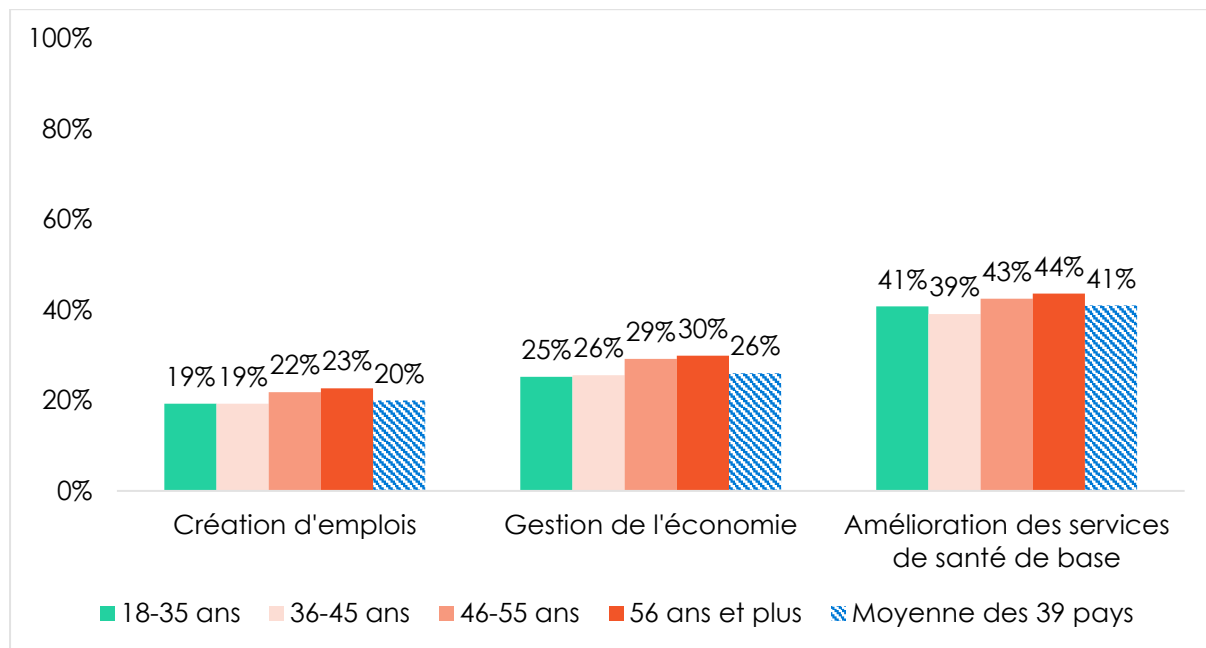


**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la création d'emplois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)



Les jeunes africains s'alignent sur la population générale dans leur évaluation de la performance gouvernementale en ce qui concerne les problèmes les plus importants auxquels ils sont confrontés. Seulement 19% sont satisfaits des efforts déployés par le gouvernement pour créer des emplois, tandis que 25% et 41%, respectivement, sont satisfaits de la performance gouvernementale en matière de gestion de l'économie et d'amélioration des services de santé de base (Figure 8). Ces appréciations sont proches des moyennes continentales, bien qu'inférieures de 3 à 5 points de pourcentage à celles des répondants les plus âgés.

**Figure 8 : Approbation des performances du gouvernement dans la création d'emplois, la gestion de l'économie et la santé** | par groupe d'âge  
 | 39 pays | 2021/2023

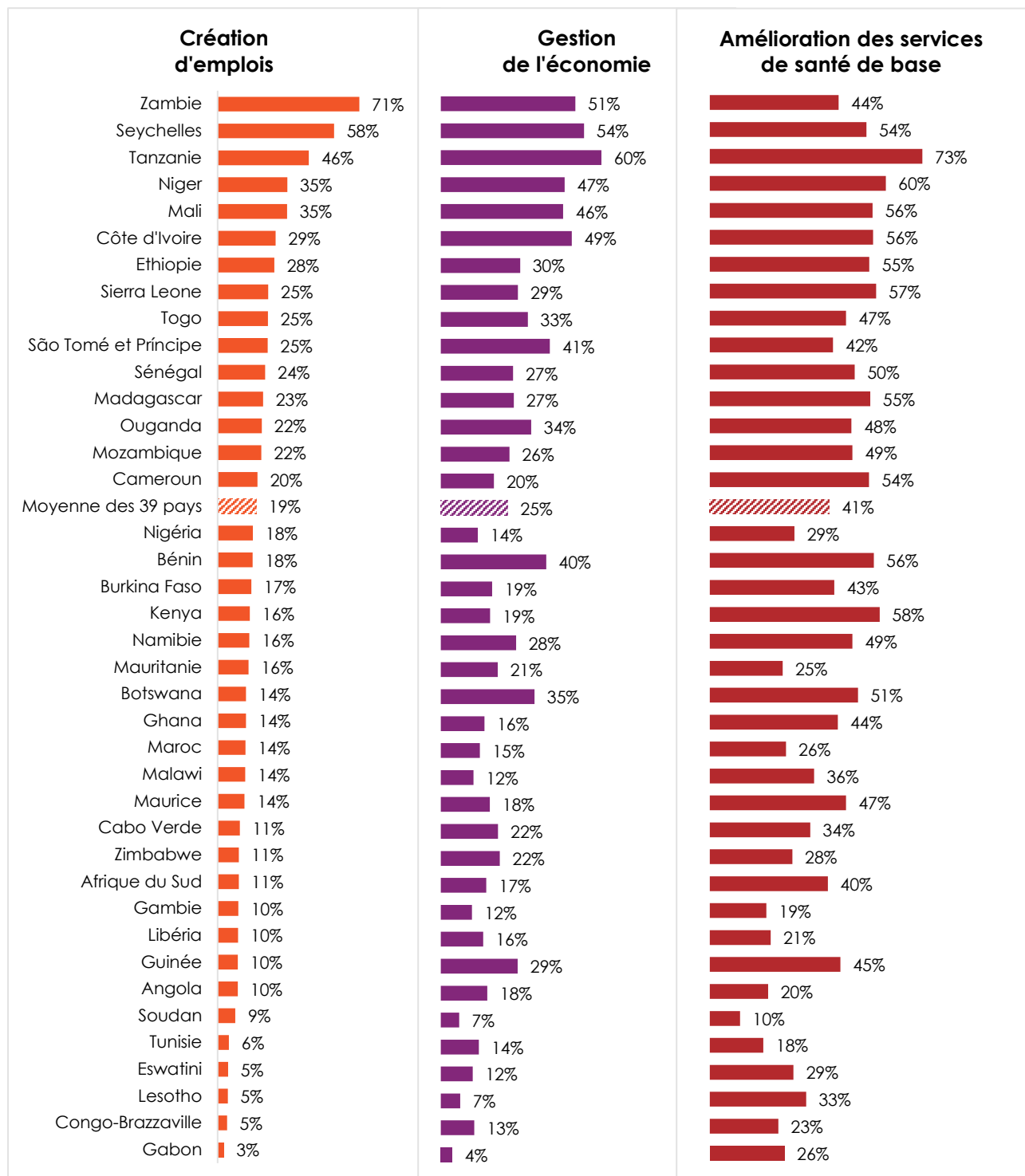


**Questions posées aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)

Comme le montre la Figure 9, les jeunes de Tanzanie, des Seychelles et de Zambie accordent constamment à leur gouvernement certaines des meilleures notes sur leurs priorités politiques, tandis que leurs pairs du Soudan, du Gabon, de la Tunisie, du Congo-Brazzaville, du Lesotho et de l'Eswatini affichent certaines des évaluations les moins positives.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter  
 notre outil d'analyse en ligne au  
[www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

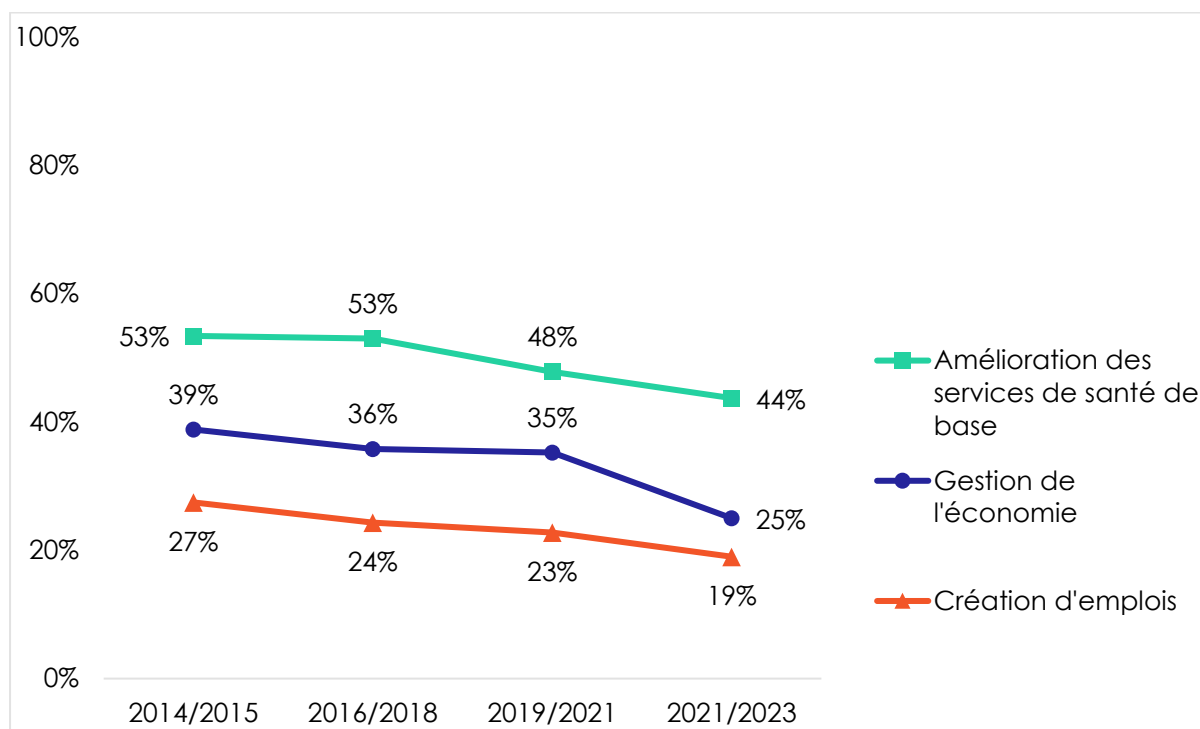
**Figure 9 : Approbation des performances du gouvernement dans la création d'emplois, la gestion de l'économie et la santé par les jeunes | 18-35 ans | 39 pays | 2021/2023**



**Questions posées aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)

Depuis 2014/2015, l'appréciation par les jeunes de la performance gouvernementale dans la prise en compte de leurs trois principales priorités politiques a fortement évolué à la baisse dans les 31 pays régulièrement sondés au cours de cette période (Figure 10). L'approbation des efforts visant à réduire le chômage a baissé de 8 points de pourcentage (de 27% à 19%), tandis que l'approbation de la prestation des soins de santé a connu une baisse de 9 points. La baisse la plus marquée s'observe au niveau de la gestion de l'économie par les gouvernements, avec un recul de 14 points, passant de 39% à 25%.

**Figure 10 : Approbation des performances du gouvernement dans la création d'emplois, la gestion de l'économie et la santé par les jeunes | 18-35 ans | 31 pays | 2014-2023**



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)

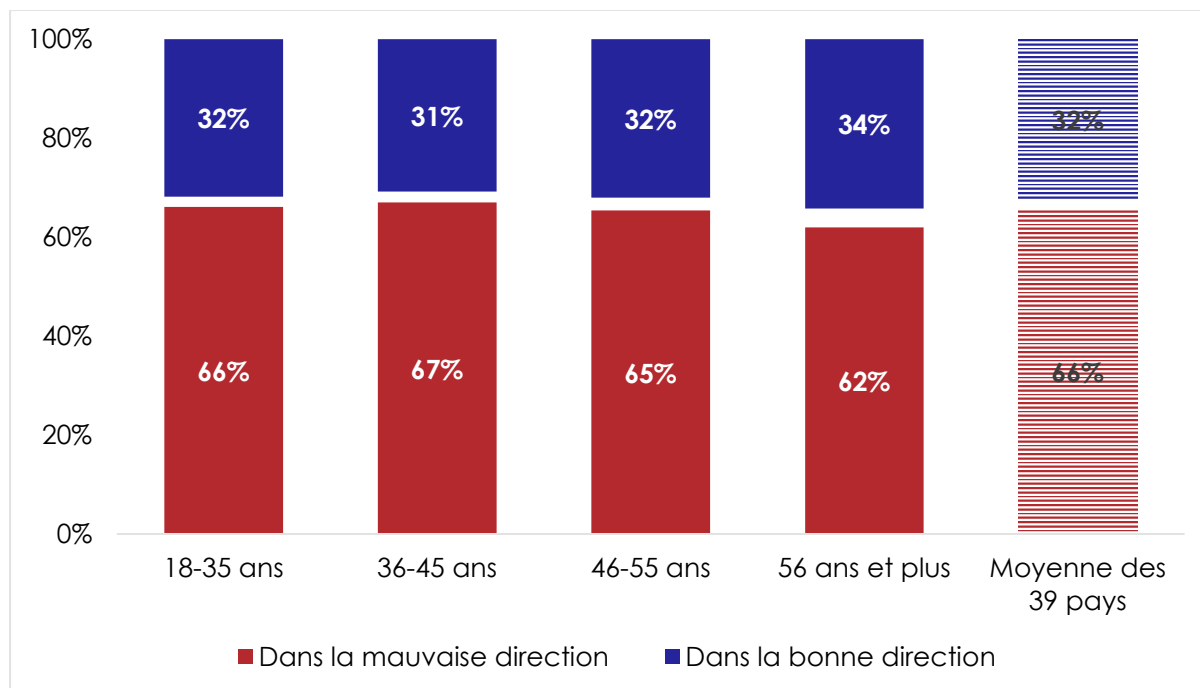
### Opinions relatives à l'orientation et à la situation économique du pays

Le rapport de la Banque Africaine de Développement (2023) intitulé « Perspectives Economiques en Afrique 2023 » peint un tableau mitigé du continent. En dépit d'une vision généralement positive des perspectives de croissance du produit intérieur brut (PIB), le rapport note que « l'Afrique est confrontée à plusieurs risques de dégradation de ses perspectives de croissance qui incitent à un optimisme prudent. La détérioration des conditions financières mondiales et le renforcement du dollar américain ont exacerbé les coûts du service de la dette et pourraient accroître le risque de surendettement, en particulier pour les pays dont la situation budgétaire est très précaire. ... Cela s'ajoute aux changements climatiques, qui continuent de menacer des vies, des moyens de subsistance et des activités économiques ».

Les opinions des citoyens dans les 39 pays sondés par Afrobarometer en 2021/2023 correspondent à ces projections : En moyenne, deux tiers (66%) des Africains estiment que leur pays s'oriente dans la « mauvaise direction », tandis qu'un tiers seulement (32%) considèrent qu'il évolue dans la « bonne direction » (Figure 11). Les jeunes africains sont

quelque peu plus pessimistes que les plus de 55 ans quant à l'orientation de leur pays (66% contre 62%).

**Figure 11 : Orientation actuelle du pays** | par groupe d'âge | 39 pays | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction ?

Dans 21 des 39 pays sondés, les jeunes adultes sont nettement plus pessimistes (de 3 points de pourcentage ou plus) quant à l'orientation générale de leur pays, les écarts les plus importants s'observant au Libéria (un écart de 17 points de pourcentage entre les proportions de jeunes adultes et de citoyens plus âgés qui affirment que le pays va dans la mauvaise direction), à Maurice (14 points), au Mali (14 points), en Tunisie (13 points), et au Mozambique (12 points) (Figure 12).

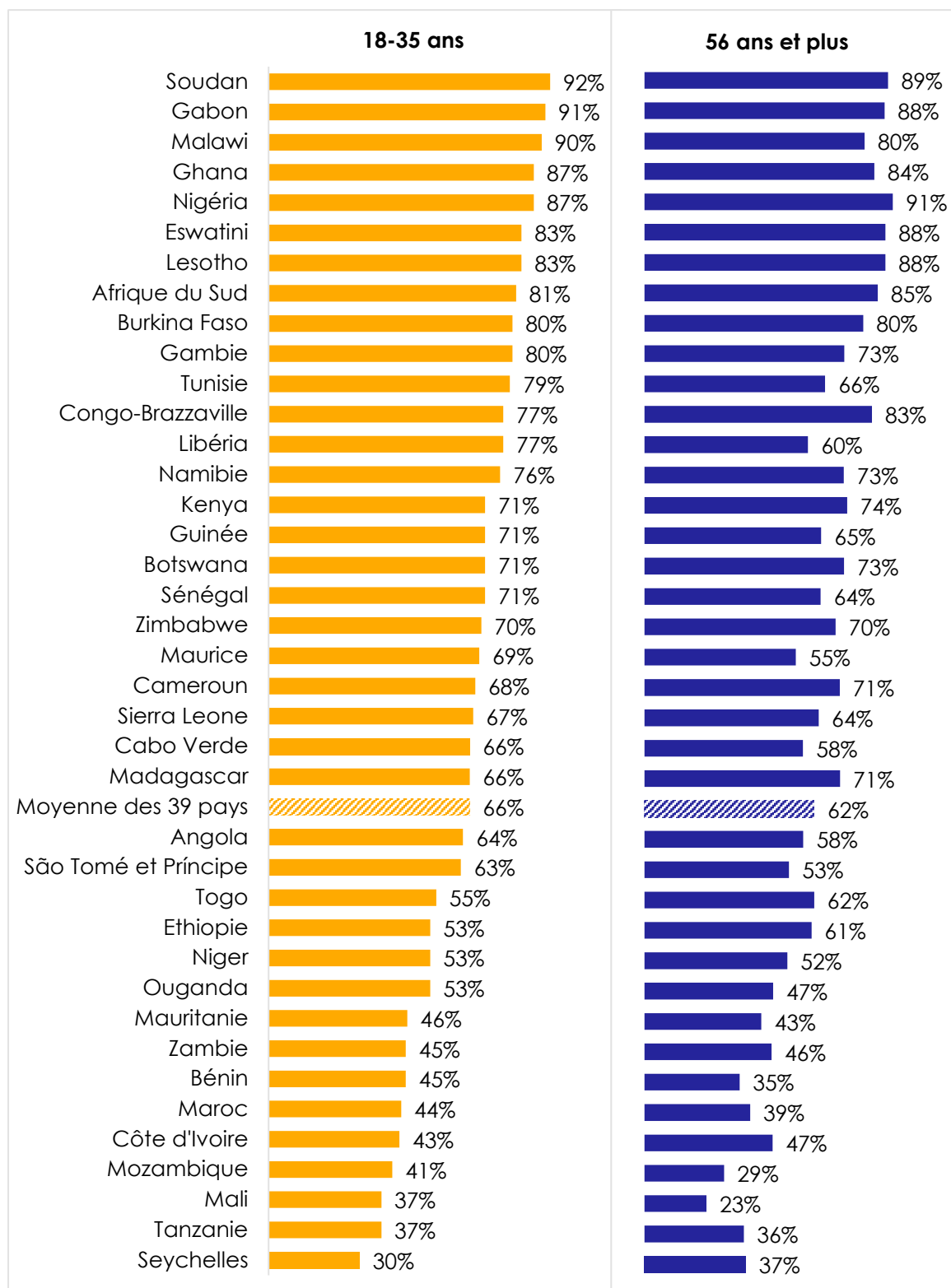
Dans 12 pays, les citoyens plus âgés sont plus susceptibles que les jeunes d'avoir des opinions pessimistes sur l'orientation de leur pays. Il s'agit entre autres de l'Ethiopie (8 points de pourcentage), des Seychelles (7 points), du Togo (7 points), de l'Afrique du Sud (7 points), et du Congo-Brazzaville (6 points).

De même que pour les opinions relatives à l'orientation de leur pays, deux tiers environ (65%) des Africains disent que les conditions économiques sont « assez mauvaises » ou « très mauvaises », une appréciation qui est partagée par tous les groupes d'âge (Figure 13).

Une petite majorité (52%) des répondants considèrent également leurs conditions de vie personnelles mauvaises, bien que les jeunes (49%) soient légèrement moins négatifs que leurs aînés à ce sujet.

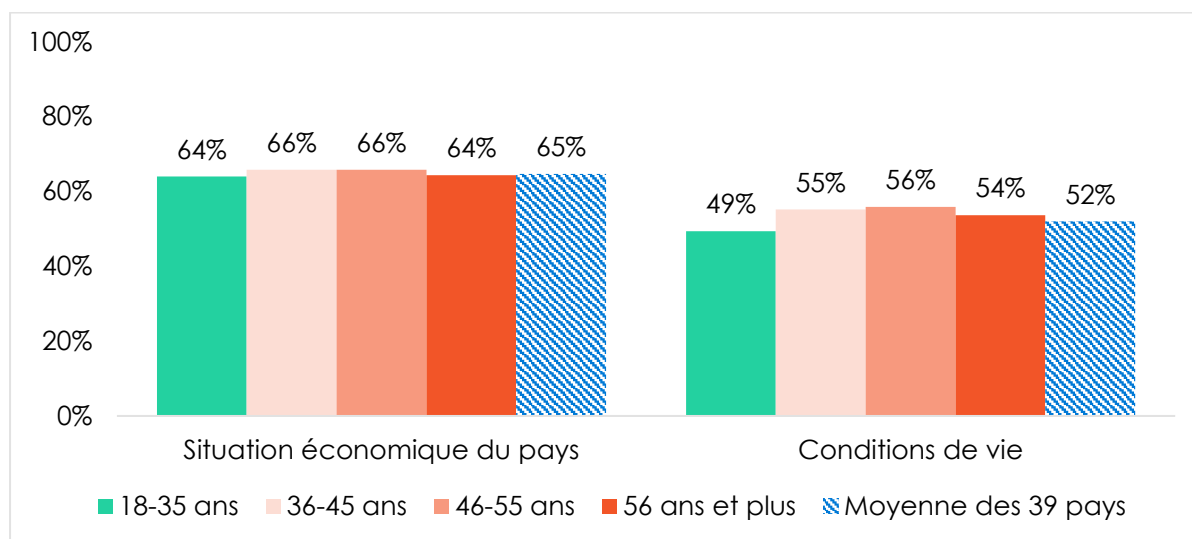
Dans une perspective rétrospective, il n'y a que deux jeunes adultes sur 10 (21%) qui estiment que l'économie de leur pays s'est améliorée au cours des 12 derniers mois (Figure 14). Mais l'optimisme quant à l'avenir est plus soutenu : Plus de quatre jeunes africains sur 10 (42%) anticipent une amélioration de la situation économique au cours des 12 prochains mois, un point de vue également partagé par leurs aînés.

**Figure 12 : Le pays prend la mauvaise direction** | par groupe d'âge | 39 pays  
 | 2021/2023



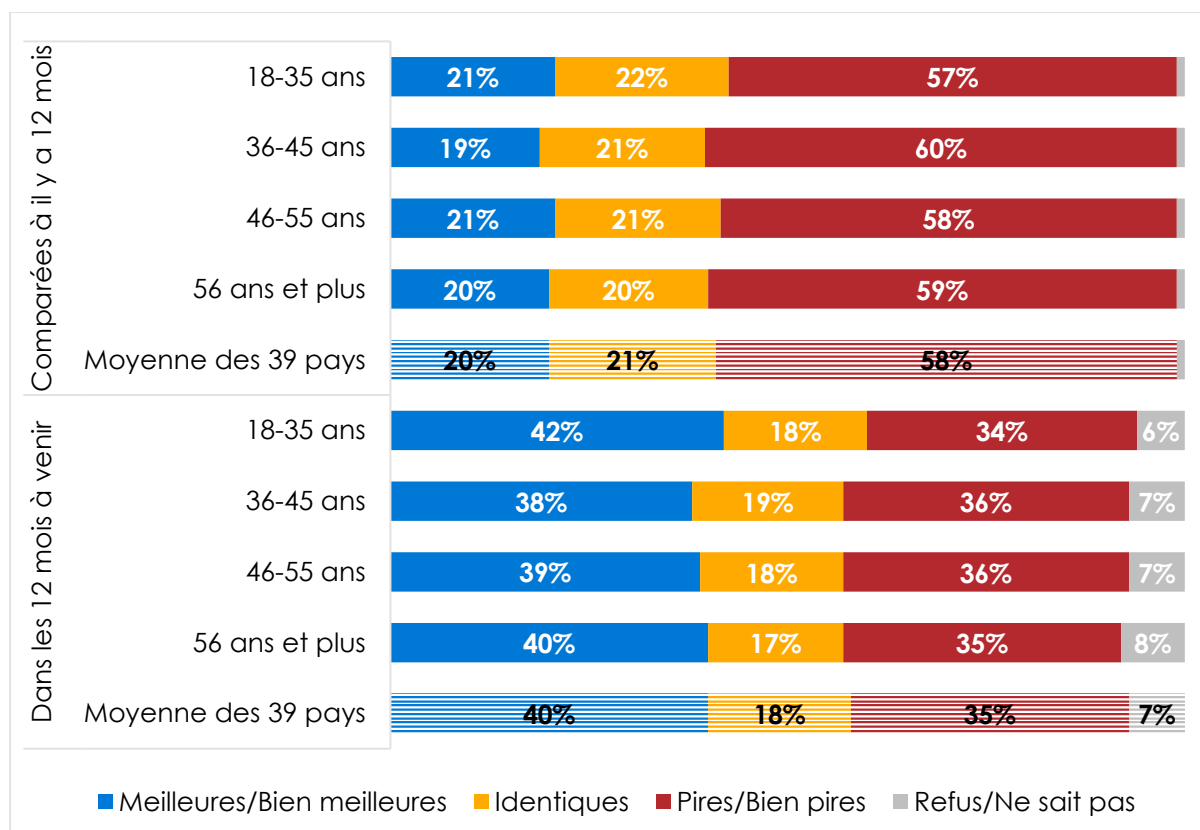
**Question posée aux répondants :** Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction ?  
 (% qui disent « mauvaise direction »)

**Figure 13 : Situation économique du pays et conditions de vie mauvaises**  
 | par groupe d'âge | 39 pays | 2021/2023



**Questions posées aux répondants :** De manière générale, comment décririez-vous : La situation économique actuelle du pays ? Vos propres conditions de vie actuelles ? (% qui disent « assez mauvaise » ou « très mauvaise »)

**Figure 14 : Évaluation rétrospective et prospective des conditions économiques du pays**  
 | par groupe d'âge | 39 pays | 2021/2023



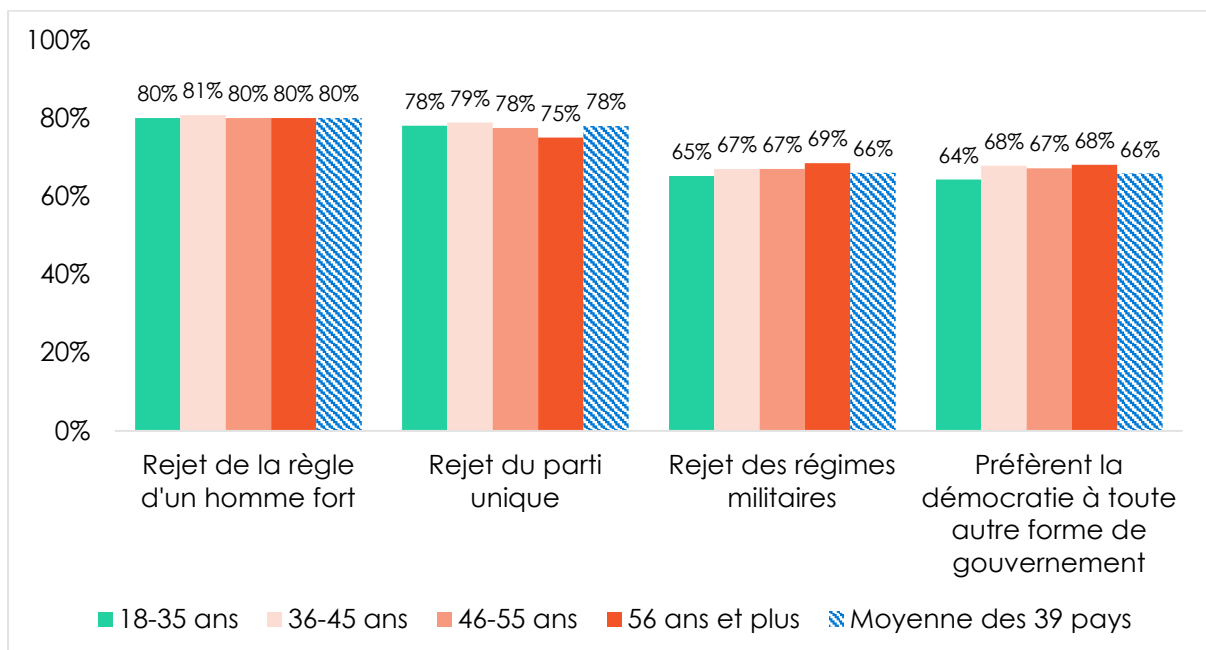
**Questions posées aux répondants :** Considérant le passé, comment évaluez-vous les conditions économiques de ce pays comparées à il y a 12 mois ? Considérant l'avenir, prévoyez-vous que les conditions économiques de ce pays dans une période de 12 mois seront meilleures ou pires ?

## Attitudes vis-à-vis de la gouvernance et des institutions démocratiques

La récente recrudescence des coups d'Etat militaires en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale pourrait laisser penser que le déclin de la démocratie gagne du terrain sur le continent. En dépit de ces tendances, l'engagement populaire en faveur de la démocratie et des normes démocratiques est toujours aussi fort. Dans les 39 pays sondés en 2021/2023, une grande majorité d'Africains affirment préférer la démocratie à toute autre forme de gouvernement (66%) et rejettent les alternatives autoritaires telles que le régime fondé sur un seul homme (80%), le régime fondé sur un seul parti (78%) et le régime militaire (66%) (Figure 15). L'opposition au régime fondé sur un seul homme et un seul parti est forte et constante dans tous les groupes d'âge. Toutefois, les jeunes africains sont légèrement moins susceptibles que les personnes âgées de plus de 55 ans d'exprimer une préférence pour la démocratie (64% contre 68%) et de rejeter le régime militaire (65% contre 69%).

**Figure 15 : Soutien à la démocratie et rejet des régimes autocratiques**

| par groupe d'âge | 39 pays | 2021/2023



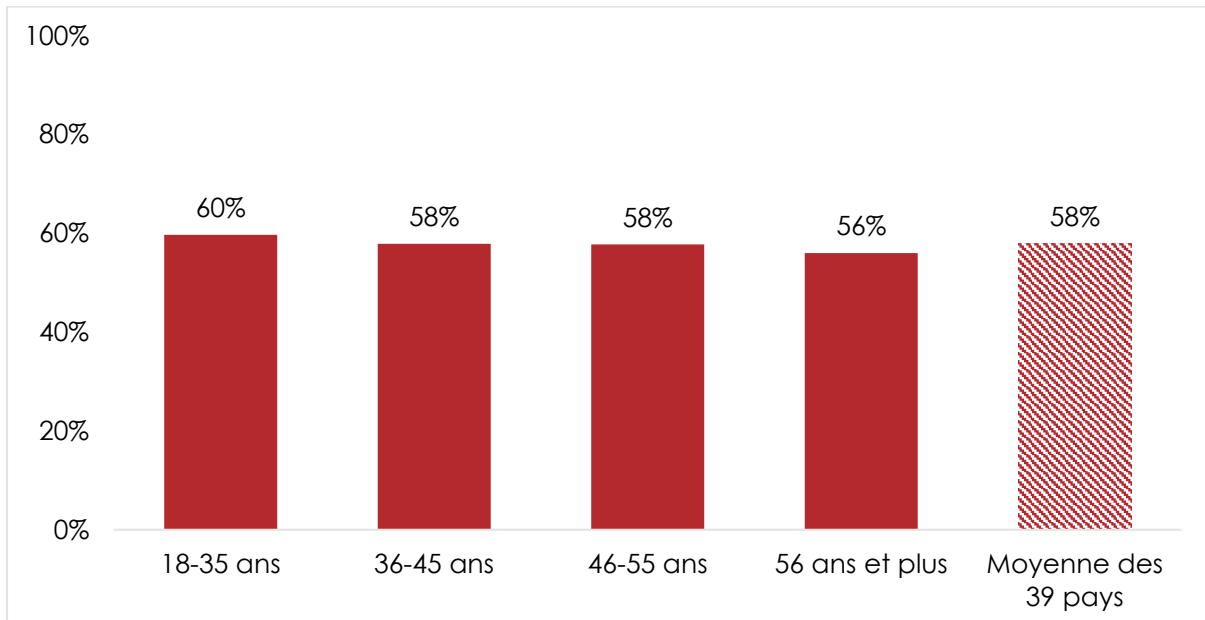
### Questions posées aux répondants :

Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion ? Affirmation 1 : La démocratie est préférable à tout autre forme de gouvernement. Affirmation 2 : Dans certaines circonstances, un gouvernement non démocratique peut être préférable. Affirmation 3 : Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons. (% qui disent que la démocratie est préférable)

Il existe de nombreuses façons de gouverner un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes : Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à diriger le pays ? L'armée intervient pour diriger le pays ? Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse tout décider ? (% qui sont « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

Si la demande de démocratie est toujours forte, l'offre, c'est-à-dire ce que les citoyens ont le sentiment d'obtenir en termes de démocratie, est beaucoup plus faible. Près de six Africains sur 10 (58%) ne sont pas satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays. Les jeunes adultes sont quelque peu plus susceptibles que les personnes âgées de plus de 55 ans de se dire « peu satisfaits » ou « pas du tout satisfaits » du fonctionnement de leur démocratie (60% contre 56%) (Figure 16).

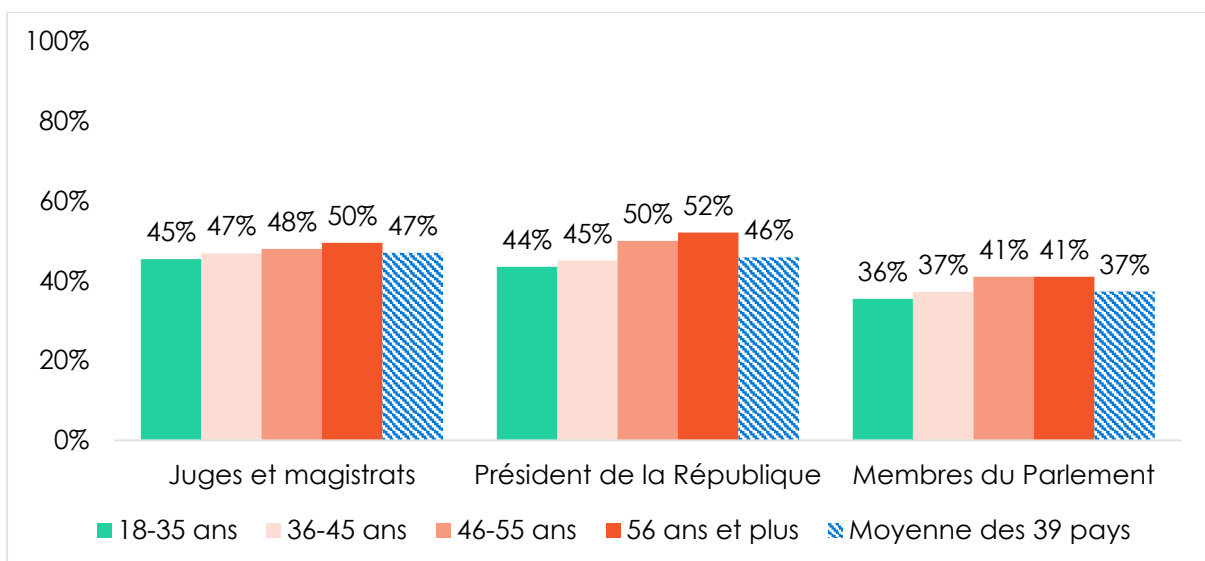
**Figure 16 : Insatisfaction avec la démocratie** | par groupe d'âge | 39 pays  
 | 2021/2023



**Question posée aux répondants :** Dans l'ensemble, à quel point êtes-vous satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans votre pays ? (% qui disent « pas très satisfaits » ou « pas du tout satisfaits »)

Les jeunes africains expriment également moins de confiance envers les institutions publiques que les citoyens plus âgés. Seulement 44% des répondants âgés de 18 à 35 ans déclarent faire « assez » ou « beaucoup » confiance à leur président, contre 52% chez les personnes âgées de 56 ans et plus (Figure 17). Pareillement, les jeunes sont moins susceptibles que leurs aînés de faire confiance aux tribunaux (45% contre 50%) et aux députés (36% contre 41%).

**Figure 17 : Confiance aux institutions** | par groupe d'âge | 39 pays\* | 2021/2023



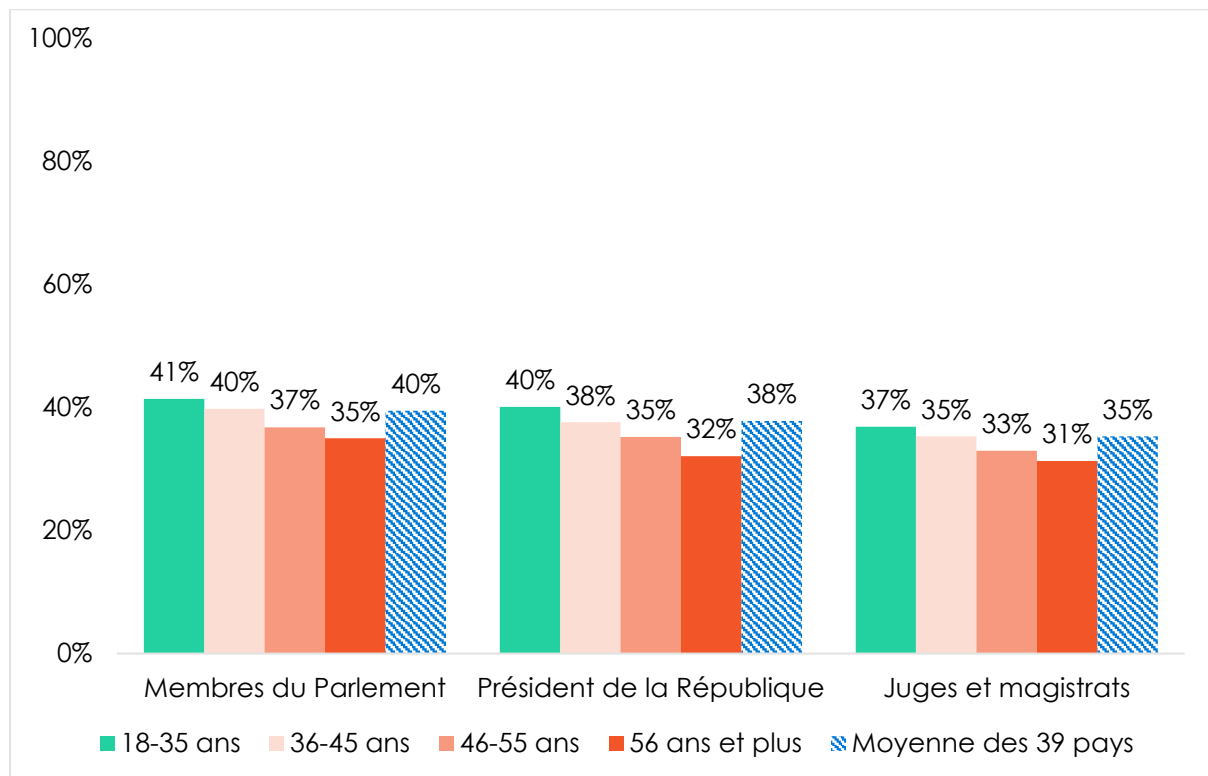
**Questions posées aux répondants :** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

\* La question sur la confiance aux Parlementaires n'a pas été posée en Guinée et en Tunisie.



La perception d'une corruption généralisée dans les institutions publiques est également plus élevée chez les jeunes africains que chez leurs aînés (Figure 18). Environ quatre jeunes africains sur 10 (41%) déclarent que « la plupart » ou « tous » les députés sont corrompus, contre 35% des personnes âgées de 56 ans et plus. Cette tendance se reflète dans la perception d'une corruption généralisée parmi les fonctionnaires de la présidence (40% contre 32%) et parmi les juges et les magistrats (37% contre 31%).

**Figure 18 : Perception de corruption au sein des institutions** | par groupe d'âge  
 | 39 pays\* | 2021/2023

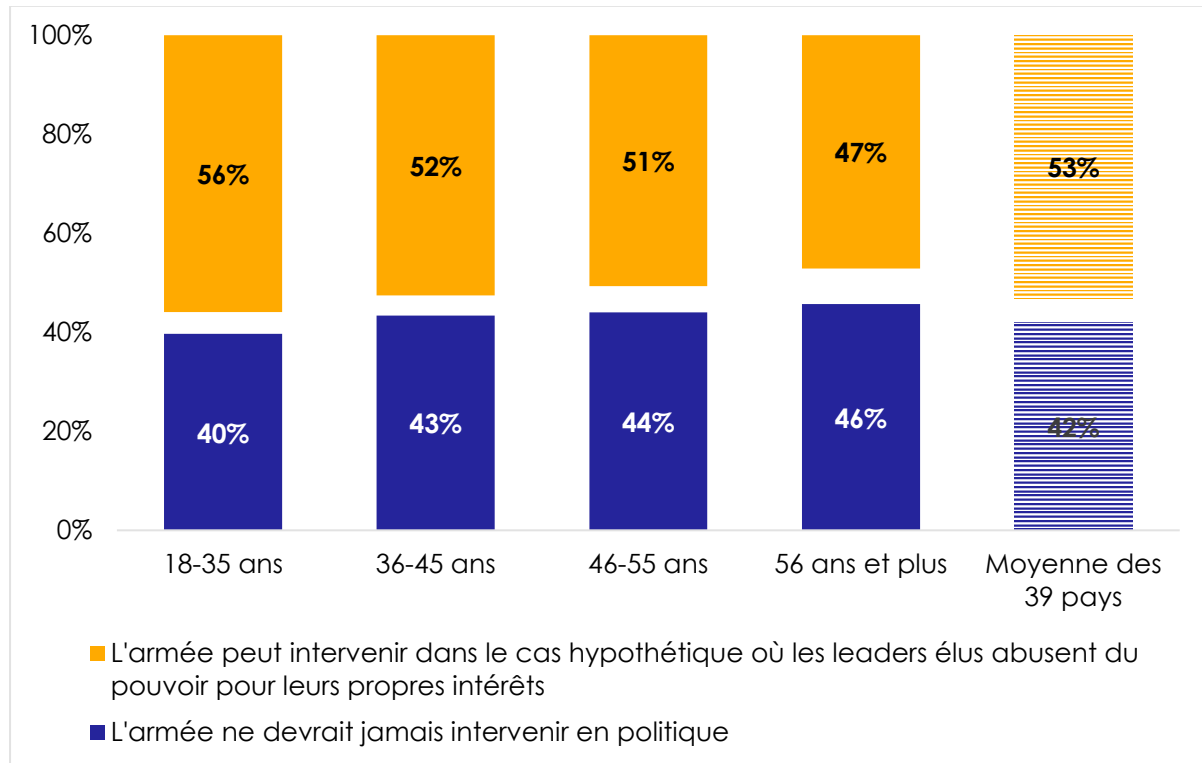


**Questions posées aux répondants :** Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

\* La question sur la corruption des membres du Parlement n'a pas été posée en Guinée, au Soudan et en Tunisie.

L'offre insuffisante de démocratie reflétée par l'insatisfaction à l'égard de son fonctionnement, la perception de la corruption et la faible confiance pourrait avoir contribué à une certaine tolérance à l'égard des interventions militaires. En moyenne, dans 39 pays, une faible majorité (53%) d'adultes déclarent qu'il est « légitime que les forces armées prennent le contrôle du gouvernement lorsque les dirigeants élus abusent du pouvoir à leurs propres fins ». Les jeunes sont les plus disposés à tolérer une intervention militaire si les dirigeants élus abusent de leur pouvoir : 56% des 18-35 ans sont de cet avis, contre 51%-52% des personnes d'âge moyen et 47% des personnes âgées de 56 ans et plus (Figure 19).

**Figure 19 : L'armée devrait-elle intervenir lorsque les dirigeants élus abusent de leur pouvoir ? | par groupe d'âge | 39 pays | 2021/2023**



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les forces armées du [pays] ne devraient jamais intervenir dans les affaires politiques du pays.

Affirmation 2 : Il est légitime que les forces armées prennent contrôle du gouvernement lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts.

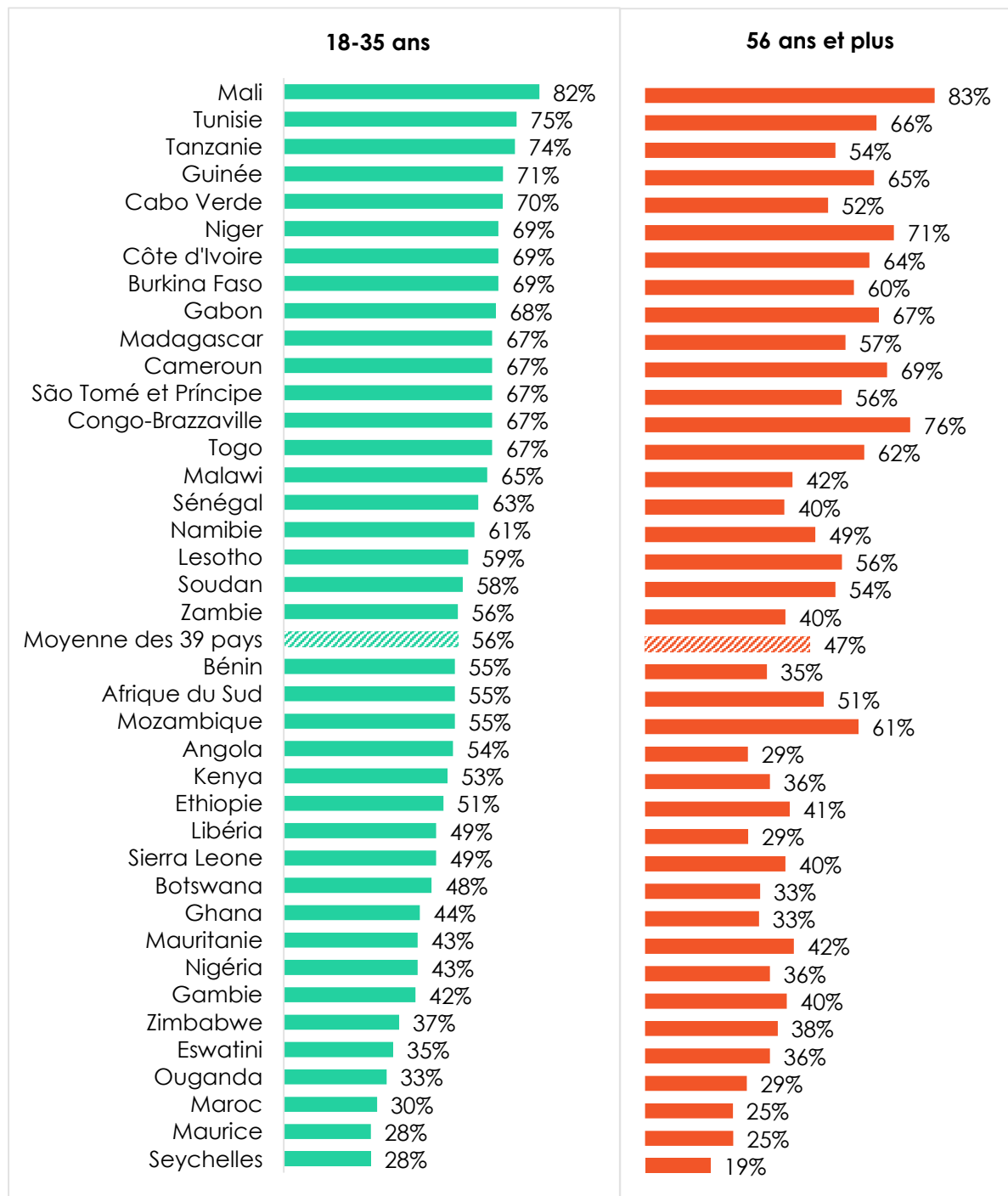
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chacune des affirmations)

La tolérance à l'égard des interventions militaires est plus répandue chez les jeunes que chez les aînés dans 29 des 39 pays sondés, avec des écarts considérables en Angola (25 points de pourcentage), au Malawi (23 points), au Sénégal (23 points), en Tanzanie (20 points) et au Bénin (20 points) (Figure 20). Le Congo-Brazzaville et le Mozambique sont les seuls pays où les aînés sont nettement plus susceptibles que les jeunes d'accepter une intervention militaire si les dirigeants élus abusent de leur pouvoir. Compte tenu de l'importance numérique des jeunes sur le continent, ces résultats devraient inquiéter les gouvernements africains et autres acteurs de la gouvernance et du développement.

Si l'offre insatisfaisante de gouvernance démocratique a pu contribuer à une certaine disposition à accepter une intervention militaire, les données montrent également que les facteurs économiques jouent un rôle. En particulier, l'expérience de la pauvreté semble avoir une forte corrélation avec la tolérance à l'égard des interventions militaires : Comme le montre la Figure 21, les pays aux niveaux de pauvreté vécue<sup>2</sup> plus élevés ont tendance à afficher une plus grande acceptation des interventions militaires en cas d'abus de pouvoir de la part des dirigeants élus.

<sup>2</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

**Figure 20 : Les militaires peuvent intervenir dans le cas hypothétique où les leaders élus abusent du pouvoir pour leurs propres intérêts | par groupe d'âge | 39 pays | 2021/2023**



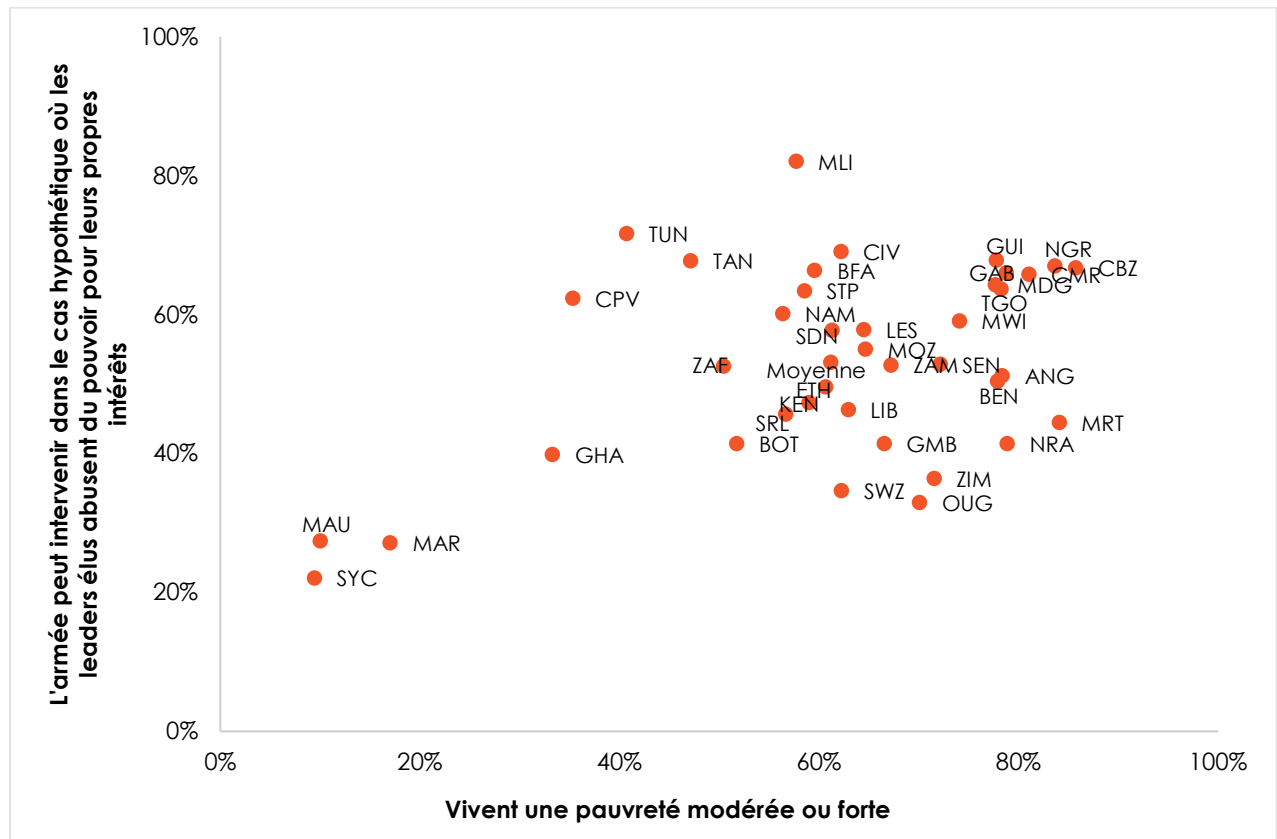
**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les forces armées du [pays] ne devraient jamais intervenir dans les affaires politiques du pays.

Affirmation 2 : Il est légitime que les forces armées prennent contrôle du gouvernement lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)

**Figure 21 : Pauvreté vécue et tolérance de l'intervention de l'armée en politique**  
 | 39 pays | 2021/2023



**Questions posées aux répondants :**

Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenu en espèces ? Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les forces armées du [pays] ne devraient jamais intervenir dans les affaires politiques du pays.

Affirmation 2 : Il est légitime que les forces armées prennent contrôle du gouvernement lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)

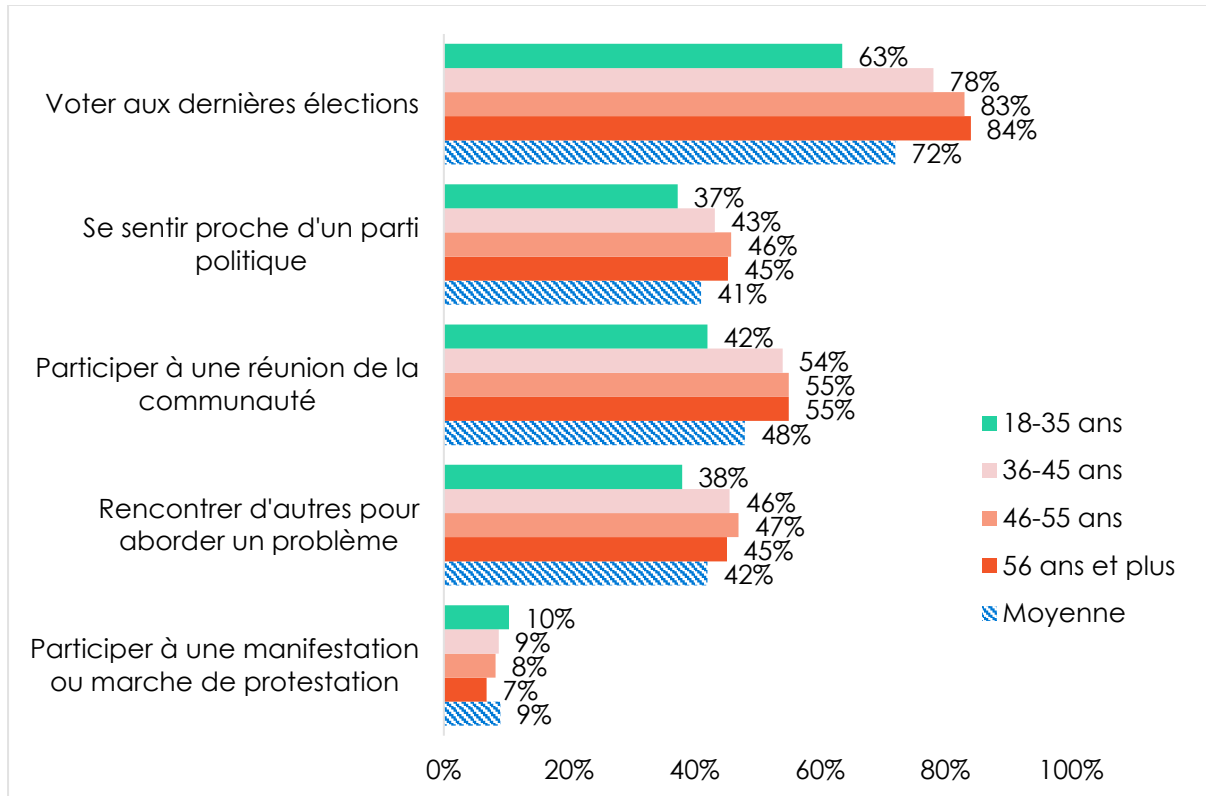
**La participation aux activités porteuses de changement**

Bien que les jeunes africains soient plus insatisfaits que leurs aînés de l'état de la gouvernance démocratique dans leur pays, ils ont tendance à moins s'engager dans des activités susceptibles de susciter le changement (Figure 22). Un grand écart en matière d'engagement politique a trait à l'acte de base qu'est celui de voter aux élections. Moins de deux tiers (63%) des jeunes qui étaient en âge de voter lors des dernières élections nationales de leur pays disent l'avoir fait, contre 78%, 83% et 84% des générations plus âgées.

De même, les jeunes adultes sont moins susceptibles de déclarer avoir assisté à une rencontre communautaire (42%, contre 54%-55% pour les groupes plus âgés) et s'être joints à d'autres pour évoquer un problème (38%, contre 45%-47%) au cours de l'année précédente. Ils sont également moins susceptibles que leurs aînés de se sentir proches d'un parti politique (37%, contre 43%-46%). Les jeunes dépassent légèrement la catégorie des plus de 55 ans

quant à la participation à des manifestations ou à des marches de protestation au cours des 12 derniers mois (10% contre 7%).

**Figure 22 : Participation politique** | par groupe d'âge | 39 pays\* | 2021/2023



**Questions posées aux répondants :**

Lors des dernières élections nationales de [20XX], avez-vous voté, ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter ? (% qui disent « j'ai voté aux élections » ; les répondants trop jeunes pour voter en 20XX sont exclus.)

Vous sentez-vous proche d'un quelconque parti politique ? (% qui disent « oui »)

Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois :

Participer à une réunion de la communauté ? Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème ? Participer à une manifestation ou une marche de protestation ? (% qui disent « une fois seulement », « quelques fois » ou « souvent »)

\* La question sur la proximité avec un parti politique n'a pas été posée en Eswatini.

La tendance à un moindre engagement politique des jeunes est particulièrement prononcée chez les jeunes femmes. Comme le démontre le Tableau 1, les jeunes femmes africaines sont moins susceptibles que leurs congénères de sexe masculin de voter (60% contre 66%), de se sentir proches d'un parti politique (34% contre 41%), d'assister à une rencontre communautaire (36% contre 49%), de se joindre à d'autres pour évoquer un problème (32% contre 45%), et de participer à une manifestation (8% contre 13%).

Le statut économique semble avoir de l'importance dans l'engagement politique des jeunes. Les jeunes africains les plus pauvres sont plus susceptibles que les plus aisés d'avoir une affiliation politique (40% de ceux qui vivent dans une grande pauvreté contre 27% de ceux qui n'ont aucune expérience de pauvreté), d'assister à une rencontre communautaire (48% contre 27%) et de se joindre à d'autres pour évoquer des problèmes (43% contre 30%). Mais la probabilité de voter ou de participer à une manifestation est à peu près la même, indépendamment du statut économique.

**Tableau 1 : Participation politique** | 18-35 ans par groupe démographique  
| 39 pays\* | 2021/2023

	Ont voté aux dernières élections	Se sentent proches d'un parti politique	Ont participé à une réunion communautaire	Ont rencontré d'autres personnes pour discuter d'un problème	Ont participé à une manifestation ou marche de protestation
<b>Pauvreté vécue nulle</b>	63%	27%	27%	30%	10%
<b>Pauvreté vécue faible</b>	62%	37%	38%	35%	10%
<b>Pauvreté vécue modérée</b>	63%	38%	46%	41%	10%
<b>Pauvreté vécue forte</b>	65%	40%	48%	43%	11%
<b>Hommes</b>	66%	41%	49%	45%	13%
<b>Femmes</b>	60%	34%	36%	32%	8%
<b>Pas d'éducation formelle</b>	70%	39%	51%	37%	8%
<b>Primaire</b>	65%	40%	50%	39%	9%
<b>Secondaire</b>	61%	38%	40%	37%	10%
<b>Post-secondaire</b>	61%	32%	35%	41%	13%
<b>Urbain</b>	59%	32%	32%	35%	11%
<b>Rural</b>	67%	42%	53%	41%	10%

**Questions posées aux répondants :**

Lors des dernières élections nationales de [20XX], avez-vous voté, ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter ? (% qui disent « j'ai voté aux élections » ; les répondants trop jeunes pour voter en 20XX sont exclus.)

Vous sentez-vous proche d'un quelconque parti politique ? (% qui disent « oui »)

Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois :

Participer à une réunion de la communauté ? Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème ? Participer à une manifestation ou une marche de protestation ? (% qui disent « une fois seulement », « quelques fois » ou « souvent »)

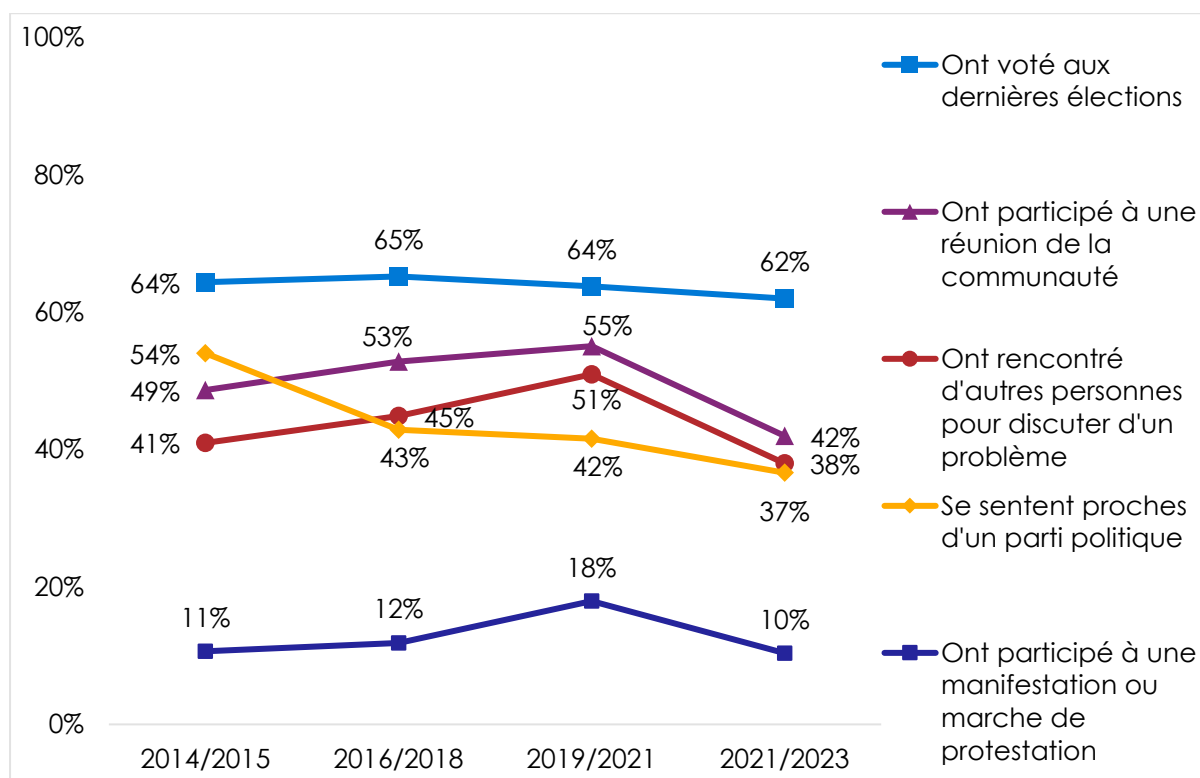
\* La question sur la proximité avec un parti politique n'a pas été posée en Eswatini.

L'exercice du droit de vote, la participation à des rencontres communautaires et l'affiliation à un parti politique régressent à mesure que le niveau d'instruction des jeunes sondés s'accroît, affichant des écarts de 6 à 9 points de pourcentage entre ceux qui n'ont pas fait d'études formelles et ceux qui sont titulaires d'un diplôme universitaire de premier cycle. Toutefois, les jeunes adultes les plus instruits sont plus susceptibles de participer à des manifestations que ceux dont le niveau d'instruction est faible ou nul (13% contre 8% à 9%) (13% vs. 8%-9%).

Les jeunes ruraux supplantent les jeunes urbains dans toutes ces formes de participation politique, à l'exception de la participation à des manifestations.

Au cours de la dernière décennie, l'affiliation des jeunes africains à un parti politique a fortement régressé (-17 points de pourcentage dans les 31 pays régulièrement sondés), bien que le vote auto déclaré soit resté relativement stable. La participation à des rencontres communautaires a également diminué, de 7 points de pourcentage (Figure 23). La probabilité qu'ils se joignent à d'autres pour évoquer un problème et qu'ils participent à une manifestation ou à une marche de protestation s'est considérablement accrue entre 2014/2015 et 2019/2021, mais est ensuite retombée à environs les niveaux enregistrés en 2014/2015.

**Figure 23 : Participation politique par les jeunes | 18-35 ans | 31 pays\* | 2014-2023**



**Questions posées aux répondants :**

Lors des dernières élections nationales de [20XX], avez-vous voté, ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter ? (% qui disent « j'ai voté aux élections » ; les répondants trop jeunes pour voter en 20XX sont exclus.)

Vous sentez-vous proche d'un quelconque parti politique ? (% qui disent « oui »)

Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois :

Participer à une réunion de la communauté ? Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème ? Participer à une manifestation ou une marche de protestation ? (% qui disent « une fois seulement », « quelques fois » ou « souvent »)

\* La question sur le vote aux dernières élections n'a pas été posée au Sénégal lors du Round 6.

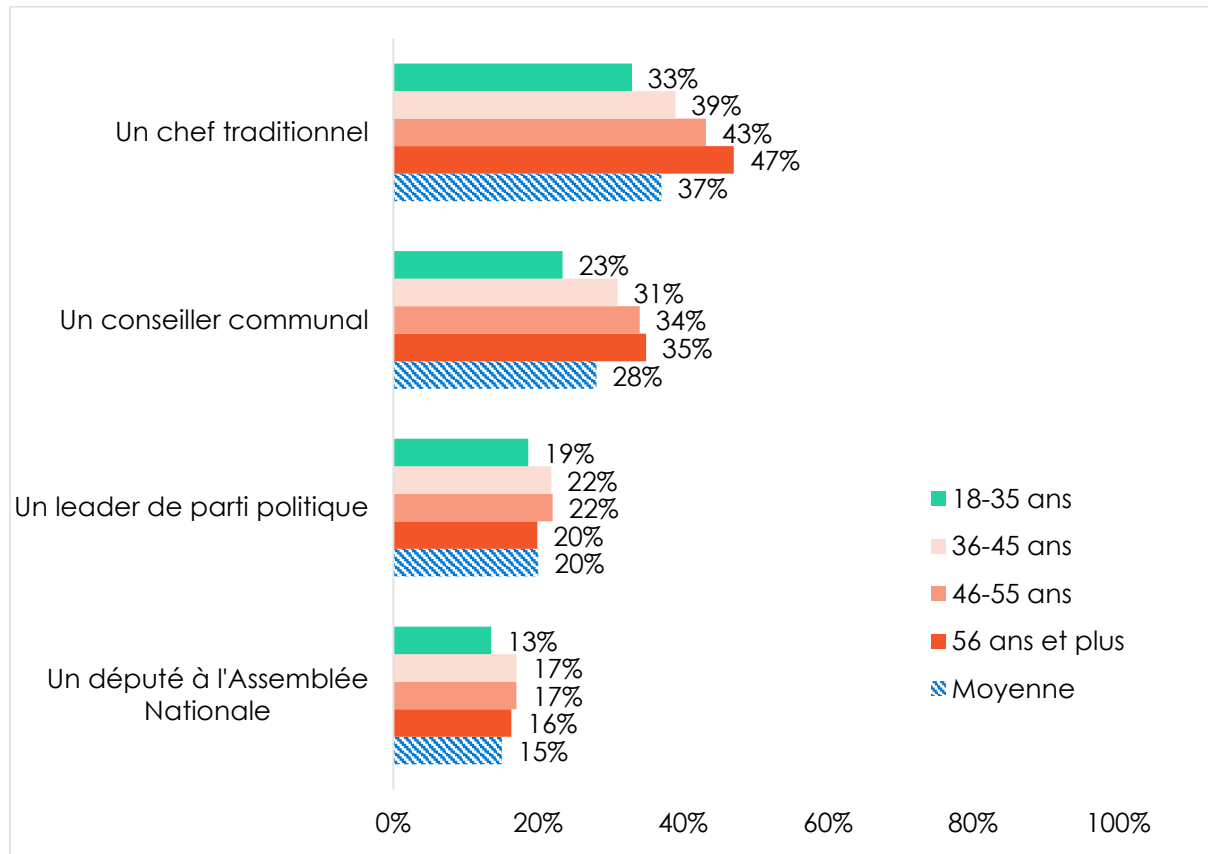
\* La question de la proximité avec un parti politique n'a pas été posée en Eswatini.

Une autre forme d'engagement par laquelle les jeunes distancent les générations plus âgées est celle des contacts avec les dirigeants et les députés (Figure 24). Un tiers (33%) des jeunes sondés déclarent avoir contacté un chef traditionnel au cours de l'année précédente, contre 39%-43% des personnes d'âge moyen et près de la moitié (47%) des personnes âgées de plus de 55 ans.

Moins d'un quart (23%) des jeunes déclarent avoir contacté un conseiller municipal, ce qui, là encore, est inférieur aux taux de contact de leurs aînés (31%-35%). Les interactions avec

un député sont quelque peu moins fréquentes chez les jeunes (13%) que chez les générations plus âgées (16%-17%), tandis que les taux de contact avec les responsables de partis politiques sont semblables à travers les groupes d'âge (19%-22%).

**Figure 24 : Contact des leaders pendant l'année écoulée** | par groupe d'âge  
 | 39 pays\* | 2021/2023



**Questions posées aux répondants :** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées ? (% qui disent « une fois seulement », « quelques fois » ou « souvent »)

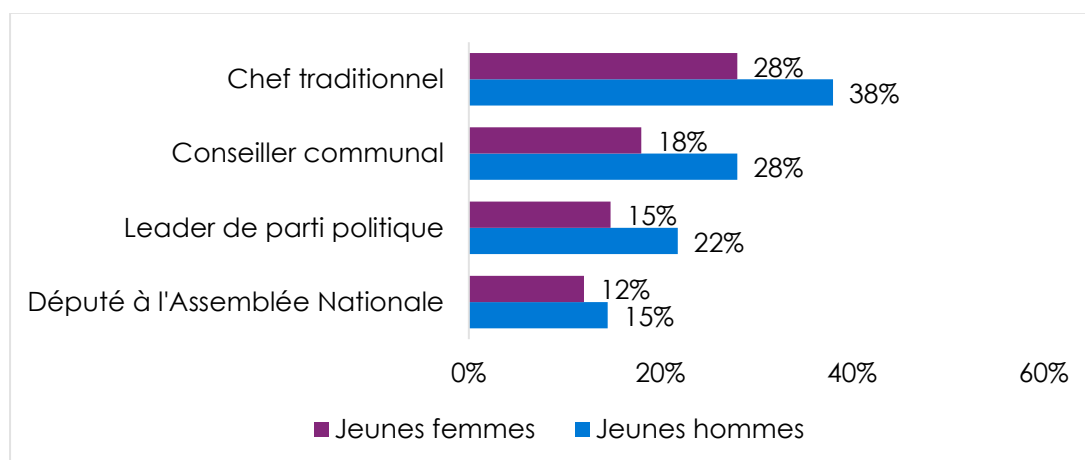
\* La question sur le contact des députés du Parlement n'a pas été posée en Guinée et au Soudan. La question sur le contact des conseillers communaux n'a pas été posée au Libéria, Malawi et Soudan. La question sur le contact des leaders politiques n'a pas été posée en Eswatini. La question sur le contact des chefs traditionnels n'a pas été posée au Cabo Verde, à Maurice et en Tunisie.

Les écarts entre les hommes et les femmes persistent en ce qui concerne l'engagement des jeunes auprès des dirigeants locaux. Les jeunes femmes sont moins susceptibles que leurs compères de sexe masculin de contacter des chefs traditionnels (28% contre 38%), des conseillers municipaux (18% contre 28%), des responsables de partis politiques (15% contre 22%), et des députés (12% contre 15%) (Figure 25).

Bien que les taux de contact des jeunes africains avec les dirigeants soient inférieurs à ceux de leurs aînés, ils affichent une croissance régulière sur la dernière décennie (Figure 26). Dans les 31 pays régulièrement sondés entre 2014/2015 et 2021/2023, les contacts des jeunes africains ont connu des hausses de 6 points de pourcentage en ce qui concerne les chefs traditionnels, de 5 points en ce qui concerne les élus locaux, de 4 points pour ce qui est des responsables de partis politiques, et de 2 points pour les députés.



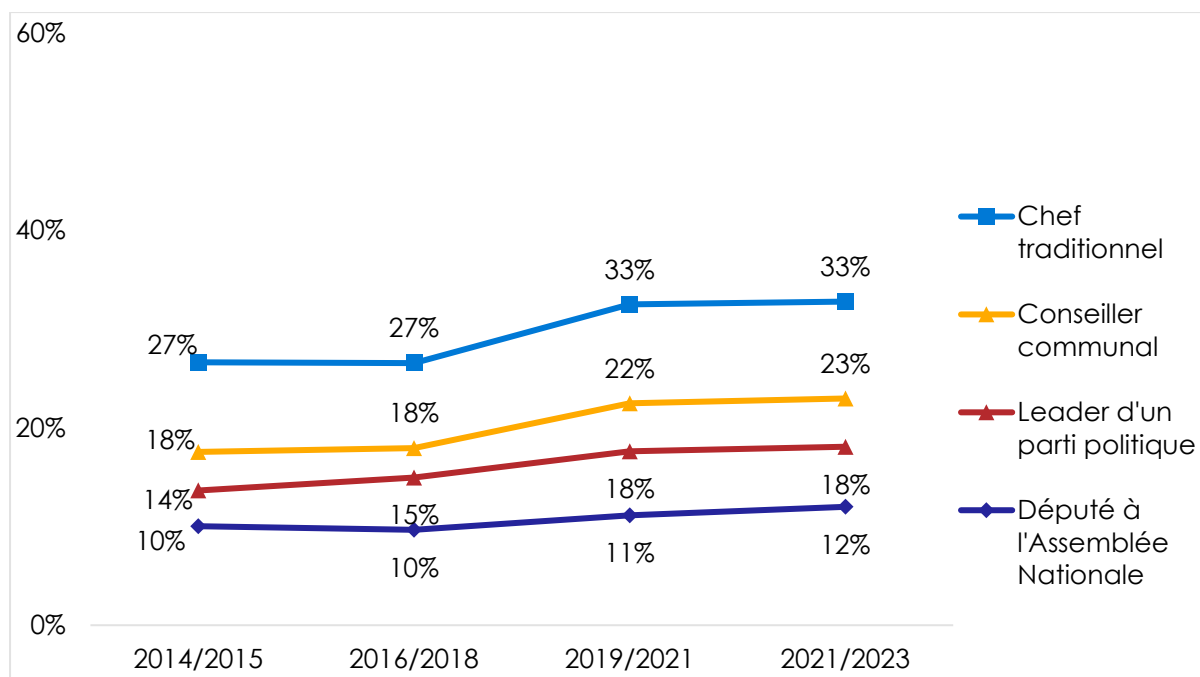
**Figure 25 : Contact des leaders pendant l'année écoulée | 18-35 ans par sexe**  
 | 39 pays\* | 2021/2023



**Questions posées aux répondants :** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées ? (% qui disent « une fois seulement », « quelques fois » ou « souvent »)

\* La question sur le contact des députés du Parlement n'a pas été posée en Guinée et au Soudan. La question sur le contact des conseillers communaux n'a pas été posée au Libéria, Malawi et Soudan. La question sur le contact des leaders politiques n'a pas été posée en Eswatini. La question sur le contact des chefs traditionnels n'a pas été posée au Cabo Verde, à Maurice et en Tunisie.

**Figure 26 : Contact des leaders pendant l'année écoulée | 18-35 ans | 31 pays\***  
 | 2014-2023



**Questions posées aux répondants :** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées ? (% qui disent « une fois seulement », « quelques fois » ou « souvent »)

\* La question sur le contact des députés du Parlement n'a pas été posée en Guinée et au Soudan. La question sur le contact des conseillers communaux n'a pas été posée au Libéria, Malawi et Soudan. La question sur le contact des leaders politiques n'a pas été posée en Eswatini. La question sur le contact des chefs traditionnels n'a pas été posée au Cabo Verde, à Maurice et en Tunisie.

## Conclusion

Bien que plus instruits que leurs aînés, les jeunes africains ont plus de mal à trouver un emploi. Le chômage est leur plus grande priorité en matière d'action gouvernementale, devant le problème connexe de la gestion de l'économie, et en ce qui concerne ces deux problématiques, des majorités écrasantes dans la plupart des pays considèrent que leur gouvernement n'est pas à la hauteur de sa tâche.

Dans leur évaluation de l'orientation générale et des conditions économiques de leur pays, les jeunes africains sont à peu près aussi pessimistes que les générations plus âgées, quoique les optimistes soient plus nombreux que les pessimistes quant à leurs perspectives pour l'année à venir.

Les jeunes africains partagent avec leurs aînés une préférence marquée pour la démocratie et le rejet des alternatives autoritaires, y compris le régime militaire. Mais ils sont encore plus tranchés que leurs aînés dans leur insatisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, leur perception d'une corruption généralisée et leur manque de confiance à l'égard des institutions et des dirigeants. En outre, ils se montrent plus disposés à tolérer que des militaires prennent le pouvoir lorsque les dirigeants élus abusent de leur pouvoir – une découverte inquiétante compte tenu de leur importance numérique.

Les jeunes africains sont également beaucoup moins engagés que leurs aînés dans les activités civiques et politiques qui pourraient susciter le changement, y compris l'exercice du droit de vote. Une tendance encourageante est celle d'une hausse constante des taux de contact des jeunes avec les dirigeants locaux – un cadre approprié permettant à l'establishment politique de rencontrer les jeunes – et de les impliquer – là où ils se trouvent.

## Références

- Ayaji, T., Gukurume, S., & Bangura, I. (2022). Strengthening democratic governance and political stability in Africa: Critical policy perspectives. ACCORD Policy and Practice Brief. 22 décembre.
- Banque Africaine de Développement. (2023). Perspectives économiques en Afrique 2023.
- Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. (2017). Economic report on Africa 2017: Urbanization and industrialization for Africa's transformation.
- Ibrahim, M. (2019). Governance lags behind youth expectations and needs. Brookings Institute Foresight Africa 2019.
- Klapper, L., & Panchamia, M. V. (2023). The high price of education in sub-Saharan Africa. Blogs de la Banque Mondiale. 13 mars.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Niang, T. (2019). Raising the voice of young people in governance. Brookings Institute Foresight Africa 2019.
- Sen, A. K. (2022). Russia's war in Ukraine is taking a toll on Africa. Institut Américain pour la Paix. 15 juin.
- UNICEF & Commission de l'Union Africaine. (2021). Transforming education in Africa: An evidence-based overview and recommendations for long-term improvements.
- Union Africaine. (2023). Nos aspirations pour l'Afrique que nous voulons.
- Van Gyampo, R., & Anyidoho, N. (2019). Youth politics in Africa. Encyclopédie de Recherche Politique d'Oxford.

## Annexe

**Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 9 d'Afrobarometer et des rounds précédents**

Pays	Travaux de terrain du Round 9	Rounds d'enquêtes précédents
<b>Afrique du Sud</b>	Nov.-déc. 2022	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021
<b>Angola</b>	Fév.-mars 2022	2019
<b>Bénin</b>	Janv. 2022	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020
<b>Botswana</b>	Juin-juillet 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
<b>Burkina Faso</b>	Sept.-oct. 2022	2008, 2012, 2015, 2017, 2019
<b>Cabo Verde</b>	Juillet-août 2022	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019
<b>Cameroun</b>	Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2021
<b>Congo-Brazzaville</b>	Juin-juillet 2023	NA
<b>Côte d'Ivoire</b>	Nov.-déc. 2021	2013, 2014, 2017, 2019
<b>Eswatini</b>	Oct.-nov. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
<b>Ethiopie</b>	Mai-juin 2023	2013, 2020
<b>Gabon</b>	Nov.-déc. 2021	2015, 2017, 2020
<b>Gambie</b>	Août-sept. 2022	2018, 2021
<b>Ghana</b>	Avril 2022	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
<b>Guinée</b>	Août 2022	2013, 2015, 2017, 2019
<b>Kenya</b>	Nov.-déc. 2021	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019
<b>Lesotho</b>	Fév.-mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020
<b>Libéria</b>	Août-sept. 2022	2008, 2012, 2015, 2018, 2020
<b>Madagascar</b>	Avril-mai 2022	2005, 2008, 2013, 2015, 2018
<b>Malawi</b>	Fév. 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
<b>Mali</b>	Juillet 2022	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020
<b>Maroc</b>	Août-sept. 2022	2013, 2015, 2018, 2020
<b>Maurice</b>	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2020
<b>Mauritanie</b>	Nov. 2022	NA
<b>Mozambique</b>	Oct.-nov. 2022	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021
<b>Namibie</b>	Oct.-nov. 2021	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
<b>Niger</b>	Juin 2022	2013, 2015, 2018, 2020
<b>Nigéria</b>	Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020
<b>Ouganda</b>	Janv. 2022	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019
<b>São Tomé et Príncipe</b>	Déc. 2022	2015, 2018
<b>Sénégal</b>	Mai-juin 2022	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021
<b>Seychelles</b>	Déc. 2022	NA
<b>Sierra Leone</b>	Juin-juillet 2022	2012, 2015, 2018, 2020
<b>Soudan</b>	Nov.-déc. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
<b>Tanzanie</b>	Sept.-oct. 2022	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021
<b>Togo</b>	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2021
<b>Tunisie</b>	Fév.-mars 2022	2013, 2015, 2018, 2020
<b>Zambie</b>	Août-sept. 2022	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020
<b>Zimbabwe</b>	Mars-avril 2022	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021

**Josephine Appiah-Nyamekye Sanny** est directrice de la communication et de l'application des connaissances d'Afrobarometer. Email : [jappiah@afrobarometer.org](mailto:jappiah@afrobarometer.org).

**Shannon van Wyk-Khosa** est directrice du portefeuille numérique d'Afrobarometer. Email : [shannon@afrobarometer.org](mailto:shannon@afrobarometer.org).

**Joseph Asunka** est le directeur général d'Afrobarometer. Email : [asunka@afrobarometer.org](mailto:asunka@afrobarometer.org).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 734 d'Afrobarometer | 15 novembre 2023